

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 125**23 janvier 2002****SOMMAIRE**

Alpha Investimenti, Sicav, Luxembourg	5974	Cofinex S.A., Luxembourg	5984
Angewi S.A., Luxembourg	5975	Comont Holding S.A., Luxembourg	5985
Angewi S.A., Luxembourg	5975	Compagnie Financière d'Investissements Industriels S.A.H., Luxembourg	5986
Anquith Holding S.A., Luxembourg	5975	Compagnie Financière d'Investissements Industriels S.A.H., Luxembourg	5987
Athenum International S.A., Luxembourg	5976	Compagnie Financière d'Investissements Industriels S.A.H., Luxembourg	5987
Axxal Holding S.A., Luxembourg	5976	Compagnie Luxembourgeoise de Financement de Commerce S.A., Luxembourg	5985
B.R.I., Brasserie Restauration Italienne, S.à r.l., Luxembourg	5980	Compass Investment Company II, S.à r.l., Luxembourg	5992
Baloise Fund Invest Advico S.A., Luxembourg	5976	Compass Investment Company II, S.à r.l., Luxembourg	5995
Barbican S.A.H., Luxembourg	5977	Coravit AG, Luxembourg	5985
Barbican S.A.H., Luxembourg	5977	Corinne Selection, S.à r.l., Esch-sur-Alzette	5985
Barbican S.A.H., Luxembourg	5977	Cygne, S.à r.l., Luxembourg	5990
Bass Luxembourg Investments, S.à r.l., Luxembourg	5988	Cygne, S.à r.l., Luxembourg	5991
Bass Luxembourg Investments, S.à r.l., Luxembourg	5990	Dalmatian Fund	5963
Beauty Farm, S.à r.l., Heisdorf	5978	Danasia S.A., Luxembourg	5986
BIP S.A., BGL Investment Partners S.A., Luxembourg	5954	Danasia S.A., Luxembourg	5986
Biva Holding S.A., Luxembourg	5978	Delta Networks Limited S.A., Luxembourg	5984
Biva Holding S.A., Luxembourg	5979	Desarollo Holding S.A., Luxembourg	5987
Blittersdorf Immobilien A.G., Luxembourg	5980	DH Real Estate Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	5996
Blittersdorf Immobilien A.G., Luxembourg	5980	DH Real Estate Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	6000
Bond Universalis, Sicav, Luxembourg	5979	Dolpa, S.à r.l., Luxembourg	5981
Bond Universalis, Sicav, Luxembourg	5979	Douh Beauté, S.à r.l.	5974
Bonner Anlagengesellschaft A.G., Luxembourg-Kirchberg	5978	Egatia S.A.H. Luxembourg	5986
Brabaico S.A.H., Luxembourg	5981	Entreprise Générale S.A., Luxembourg	5988
Brabaico S.A.H., Luxembourg	5981	Entreprise Générale S.A., Luxembourg	5988
Buildco S.A., Luxembourg	5977	Finanpar Lux, S.à r.l., Luxembourg	5995
C.I.P.O., Comité International des Prestiges d'Or S.A., Luxembourg	5979	Heros Investments S.A., Luxembourg	5982
C.M. International S.A., Luxembourg	5984	Holding Vassco S.A., Luxembourg	5980
Caillebotis Polyester Trading CPT S.A., Luxembourg	5981	Incorion Investment Holding Company S.A., Luxembourg	5975
Carillon Holding S.A., Luxembourg	5983	Italtractor ITM S.A., Luxembourg	5956
Cheniclem S.A., Luxembourg	5982	Janus Immobilière S.A., Luxembourg	5976
Cheniclem S.A., Luxembourg	5982	Janus Immobilière S.A., Luxembourg	5976
Cheniclem S.A., Luxembourg	5982	Lamaco S.A.H., Luxembourg	6000
Chronus Holding S.A., Luxembourg	5983	OIM, Oppenheim Investment Management International S.A., Luxembourg	5955
Chronus Holding S.A., Luxembourg	5983		
Claire Source Participation S.A., Luxembourg-Kirchberg	5984		

BIP S.A., BGL INVESTMENT PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1356 Luxembourg, 1, rue des Coquelicots.

R. C. Luxembourg B 75.324.

L'an deux mille un, le quatorze décembre.

Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme BGL INVESTMENT PARTNERS S.A., en abrégé BIP S.A., avec siège social à Luxembourg, 1, rue des Coquelicots, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 75.324.

La séance est ouverte à onze heures,

sous la présidence de Monsieur Alain Georges, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Jérôme Wittamer, employé, demeurant à Luxembourg.

Ont été appelés aux fonctions de scrutateurs Madame Annette Schwall-Lacroix, docteur en droit, demeurant à Luxembourg, et Monsieur Pit Hentgen, directeur de société, demeurant à Luxembourg, tous ici présents et ce acceptant.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

- Réduction du capital social à concurrence de soixante-dix millions (70.000.000,- EUR) d'euros afin d'alimenter une réserve pour fluctuations de marché, conformément à l'article 69 (1) à (4) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

- Autorisation au conseil d'administration d'utiliser la réserve pour fluctuations de marché.

- Modification de l'article 12 des statuts habilitant le conseil d'administration à décider de la création d'un ou plusieurs comités d'évaluation.

- Divers.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. Le quorum de présence requis par la loi est d'au moins de la moitié des actions émises et les résolutions à l'ordre du jour doivent être adoptées par un vote affirmatif de deux tiers des actions présentes ou représentées.

IV. L'assemblée a également été convoquée par des avis contenant l'ordre du jour et publiés:

- au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1067, page 51206 du 26 novembre 2001 et numéro 1113 page 53420 du 5 décembre 2001.

- dans le journal:

«Luxemburger Wort»,

le 26 novembre 2001,

- et dans les journaux:

«Luxemburger Wort»,

«Tageblatt»,

«Lëtzebuerger Journal»,

«Le Quotidien»

le 5 décembre 2001.

La preuve de ces publications a été fournie à l'assemblée.

V. Il résulte de ladite liste de présence que sur les quatre millions sept cent soixante-treize mille trois cent vingt et une (4.773.321) actions émises au 14 décembre 2001, trois millions cent vingt-six mille sept cent trente-sept (3.126.737) actions, soit plus de la moitié sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de réduire le capital social à concurrence de soixante-dix millions (70.000.000,-) d'euros afin d'alimenter une réserve pour fluctuations de marché, conformément à l'article 69 (1) à (4) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

En conséquence, l'assemblée décide de modifier l'article 5, alinéa 1^{er} des statuts pour lui conférer la teneur suivante:

«Le capital social de la Société est fixé à deux cent quatre-vingt millions huit cent trente-neuf mille quatre-vingt-treize virgule cinquante euros (EUR 280.839.093,50), représenté par quatre millions sept cent soixante-treize mille trois cent vingt et une (4.773.321) actions sans valeur nominale.»

Votes contre: 40

Abstentions: /

Votes pour: 3.126.697

En conséquence la résolution est adoptée.

Deuxième résolution

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à utiliser la réserve pour fluctuations de marché de la manière la plus large permise par la loi, notamment pour apurer des moins-values non réalisées et estimées durables sur le portefeuille de la société.

Votes contre: /

Abstentions: /

Votes pour: 3.126.737

En conséquence la résolution est adoptée.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts pour lui conférer la teneur suivante:

«**Art. 12. Délégation de Pouvoirs.** Le conseil d'administration peut déléguer de manière générale ou ponctuellement la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, conformément à l'article 60 de la Loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales, à un directeur ou à un ou plusieurs comités, qu'ils soient composés de ses propres membres ou non, ou à un ou plusieurs administrateurs, gérants ou autres mandataires susceptibles d'agir seuls ou conjointement. La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale. Le conseil d'administration détermine l'étendue des pouvoirs, les conditions du retrait et la rémunération attachées à ces délégations de pouvoir, y compris le pouvoir de subdéléguer.

Le conseil d'administration pourra mettre en place des comités chargés de tâches spécifiques que le conseil déterminera.

Le conseil d'administration pourra ainsi créer un ou plusieurs comités d'évaluation chargés (i) d'identifier et d'évaluer des opportunités d'investissement, (ii) d'assurer le suivi du portefeuille des participations et d'en aviser le conseil d'administration et (iii) d'accepter toute autre mission que pourra leur attribuer le conseil d'administration. Le conseil d'administration fixera la composition des comités d'évaluation qui comprendront plusieurs administrateurs et pourront comprendre également un ou plusieurs experts extérieurs ainsi qu'un directeur de la Société, de même qu'il en déterminera les attributions précises, l'étendue de ses pouvoirs et la rémunération éventuelle payable à leurs membres.

Le conseil pourra également conférer des pouvoirs spéciaux à un ou plusieurs mandataires ou représentants de son choix.»

Votes contre: /

Abstentions: /

Votes pour: 3.126.737

En conséquence la résolution est adoptée.

Frais

Le montant des frais afférents incombant à la société en raison des présentes est estimé à deux mille cent Euro (2.100,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 11.45 heures.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeures, ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Georges, J. Wittamer, A. Schwall-Lacroix et R. Neuman

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2001, vol. 132S, fol. 91, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Müller.

Pour copie conforme, délivrée à la demande de ladite société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 décembre 2001.

R. Neuman.

(00179/226/107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 janvier 2002.

OIM, OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

H. R. Luxemburg B 28.878.

Das Verwaltungsreglement des nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als «Fonds Commun de Placement» errichteten und zum öffentlichen Vertrieb in Luxemburg zugelassenen Sondervermögens MEDICAL BioHe@lth-Trends wird in Artikel 4 Ziffer 3 lit. l e um folgenden klarstellenden Halbsatz ergänzt:

...; dies gilt nicht für außerbörslich erworbene Wertpapiere im Sinne von Artikel 4 Ziffer 1 Satz 6.

Die vorstehende Änderung tritt mit ihrer Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil de Sociétés et Associations, am 23. Januar 2002 in Kraft.

Erstellt in vierfacher Ausfertigung.

Luxembourg, den 7. Januar 2002.

OPPENHEIM INVESTMENT MANAGEMENT INTERNATIONAL S.A.

Unterschriften

SAL. OPPENHEIM JR & CIE. LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2002, vol. 563, fol. 28, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(03221/000/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2002.

ITALTRACTOR ITM S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

STATUTES

In the year two thousand and one, on the nineteenth day of December.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Luxembourg).

There appeared the following:

1) FINPA S.p.A., a company existing under the laws of Italy, with its registered office at Viale Libertà 103, 41021 Fano (Modena),

represented by Janine Biver, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 30 November 2001;

2) Mr Ivano Passini, company director, residing in Via Porrettana 1105, 41021 Fanano (Modena),

represented by Janine Biver, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 30 November 2001;

which two proxies after being signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed at the same time.

The said persons appearing acting in the above described capacities have drawn up the following Articles of Incorporation of a company which they hereby declare to form among themselves and on which they have agreed as follows:

Chapter I. Form - Name - Registered Office - Object - Duration**Art. 1. Form, Name**

There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a Company in the form of a société anonyme which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present Articles of Incorporation.

The Company will exist under the name of ITALTRACTOR ITM S.A.

Art. 2. Registered Office

The Company will have its registered office in Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 3. Object

The corporate object of the Company is the acquisition, holding and disposal of participations directly or indirectly, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and/or foreign companies or other entities; the direct and/or indirect financing of the companies and/or entities in which it holds a participation or which are members of its group, including group treasury services; the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes or other securities of any kind of instrument and contracts thereon or relative thereto; and the ownership, administration, development and management of its portfolio holdings.

It may in particular:

- acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments (including derivatives) representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever;

- exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments;

- grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds a participation or which are members of its group, in particular by granting loans, facilities, security interests over its assets or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever including group treasury services;

- make deposits at banks or with other depositaries and invest it in any other manner;

- in order to raise funds which it needs to carry out its activity within the frame of its object, take up loans in any form whatsoever, accept any deposit from companies or entities in which it holds a participation or which is part of its group, to issue debt instruments in any form whatsoever.

The above enumeration is enunciate and is not limitative.

The Company may carry out any transactions, whether commercial or financial which are directly or indirectly connected with its object at the exclusion of any banking activity.

In general the Company may carry out any operation which it may deem useful or necessary in the accomplishment and the development of its corporate purpose.

Art. 4. Duration

The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any moment by a decision of the general meeting of shareholders resolving in the same manner as for the amendment of these Articles of Incorporation.

Chapter II.- Capital - Shares

Art. 5. Corporate Capital

The Company has an issued and paid-up capital of fifty thousand Euro (50,000.- EUR) divided into one hundred (100) shares with a par value of five hundred Euro (500 EUR) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required by the laws of Luxembourg for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 6. Shares

The shares will be registered shares.

Chapter III.- Board of Directors - Statutory Auditor

Art. 7. Board of Directors

The Company shall be administered by a board of directors composed of at least three members who need not be shareholders.

The directors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding six years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

In the event of one or more vacancies in the board of directors because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect to fill such vacancy in accordance with the provisions of law. In this case the general meeting ratifies the election at its next meeting.

Art. 8. Meetings of the Board of Directors

The board of directors shall choose from among its members a chairman. It may as well appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two directors so require.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the board of directors, but in his absence the general meeting or the board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Written notices of any meeting of the board of directors will be given by letter or by telex to all directors at least 48 hours in advance of the day set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances will be set forth in the notice of meeting. The notice indicates the place and agenda for the meeting.

This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, telex or telefax of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax another director as his proxy.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least a majority of directors are present.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting.

One or more directors may participate in a board meeting by means of a conference call, a video conference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Art. 9. Minutes of meetings of the Board of Directors

The minutes of any meeting of the board of directors will be signed by the chairman of the meeting and by any other director. The proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which are produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board of directors.

Art. 10. Powers of the Board of Directors

The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the board of directors.

The board of directors may decide to set up one or more committees whose members may but need not be directors. In that case the board of directors shall appoint the members of such committee(s) and determine its powers.

Art. 11. Delegation of Powers

The board of directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other persons who may but need not be shareholders, or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Delegation of daily management to a member of the board is subject to previous authorisation by the general meeting of shareholders.

Art. 12. Representation of the Company

The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily manage-

ment, or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the board but only within the limits of such power.

Art. 13. Statutory Auditor

The accounts of the Company are supervised by one or more statutory auditors, who need not be shareholders.

The statutory auditors shall be elected by the shareholders' meeting, which shall determine their number, for a period not exceeding 6 years, and they shall hold office until their successors are elected. They are re-eligible and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the general meeting.

Chapter IV.- General meeting of Shareholders

Art. 14. Powers of the Meeting of Shareholders

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders. Subject to the provisions of article 10 above, it has the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual General Meeting

The annual general meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on the 3rd Wednesday of May of each year, at 3 p.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. Other General Meetings

The board of directors or the statutory auditor may convene other general meetings. Such meetings must be convened if shareholders representing at least one fifth of the Company's capital so require.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 17. Procedure, Vote

Shareholders' meetings are convened by notice made in compliance with the provisions of law.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by cable, telegram, telex or telefax as his proxy another person who need not be a shareholder.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Each share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by law.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman of the board or by any two directors.

Chapter V.- Fiscal year- Allocation of Profits

Art. 18. Fiscal Year

The Company's accounting year begins on the first day of January and ends on the last day of December in each year.

The board of directors draws up the balance sheet and the profit and loss account. It submits these documents together with a report on the operations of the Company at least one month before the date of the annual general meeting to the statutory auditor who will make a report containing his comments on such documents.

Art. 19. Appropriation of Profits

From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) will be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

Upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders determines how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following fiscal year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of directors may pay out an advance payment on dividends. The board fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI.- Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution, Liquidation

The Company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these articles of incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, either anticipatively or by expiration of its term, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII.- Applicable law

Art. 21. Applicable Law

All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for by article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Transitory provisions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on 31 December 2002.

The annual general meeting shall be held for the first time on the day, time and place as indicated in the articles of incorporation in the year 2003.

Subscription and Payment

The appearing parties, having drawn up the Articles of Incorporation of the Company, they have subscribed to the number of shares and paid up the amounts mentioned hereafter:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of Share(s)	Payments
FINPA S.p.A., prenamed;	49,500 EUR	99	49,500 EUR
Mr Ivano Passini, prenamed; . .	500 EUR	1	500 EUR
Total	50,000 EUR	100	50,000 EUR

Proof of all these payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Valuation of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of its formation, are estimated at approximately hundred thousand Luxembourg francs.

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted they have passed the following resolutions by unanimous vote.

I) The number of directors is set at 4 (four).

The following have been elected as directors until the annual meeting of shareholders to be held in 2003:

- 1.- Mr Ivano Gianaroli, manager, residing in Viale Europa 384, Fanano (Modena), Italy;
- 2.- Mr Antonio Ventura, tax consultant, residing in Viale Carlo Cattaneo 3, Lugano, Switzerland;
- 3.- Mr Jacques Thorn, company director, residing in 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg;
- 4.- Mr Aloyse Scholtes, company director, residing in 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

II) The number of auditors is set at 1 (one).

The following has been elected as statutory auditor until the annual meeting of shareholders to be held in 2003:

ARTHUR ANDERSEN LUXEMBOURG, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

III) Pursuant to the provisions of the Articles of Incorporation and of the company law the shareholders' meeting hereby authorises the board of directors to delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more members of the board of directors.

IV) The registered office of the Company is established at 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed and the Articles of Incorporation contained therein, is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereas the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated to appearing persons known to the undersigned notary by their name, usual surname, civil status and residence, said appearing persons signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

Ont comparu:

1) FINPA S.p.A., société existant sous les lois de l'Italie, ayant son siège social à Viale Libertà 103, 41021 Fanano (Modena),

représentée par Janine Biver, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 30 novembre 2001;

2) Monsieur Ivano Passini, administrateur d'entreprises, demeurant à Via Porrettana 1105, 41021 Fanano (Modena), représenté par Janine Biver, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 30 novembre 2001;

lesquelles deux procurations après avoir été paraphées ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lesquels comparants, agissant en leurs susdites qualités, ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société qu'ils déclarent constituer entre eux:

Titre I^{er}.- Forme - Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination

Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société sous forme de société anonyme qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts.

La société adopte la dénomination ITALTRACTOR ITM S.A. .

Art. 2. Siège social

Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la commune de Luxembourg par une décision du conseil d'administration.

Au cas où le conseil d'administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. Objet

La société a pour objet l'acquisition, la détention et l'aliénation de participations, directement ou indirectement, sous quelque forme, dans toutes sociétés luxembourgeoises et/ou dans des sociétés ou toutes autres entités étrangères; le financement direct et/ou indirect des sociétés et/ou entités dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe comprenant des services de trésorerie pour le groupe; l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou autrement d'actions, obligations, créances, billets ou autres valeurs mobilières de toute sorte ainsi que des contrats portant sur ou ayant un lien avec ces derniers; la détention, l'administration, la gestion et la mise en valeur de son portefeuille.

La société peut en particulier:

- acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres titres de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et tous autres titres de créance et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers (y inclus des instruments dérivés) représentant des droits de propriété, droits de créance ou des valeurs mobilières négociables émis par tout émetteur public ou privé quelconque;
- exercer tous droits quelconques attachés à ces valeurs mobilières et instruments financiers;
- accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux sociétés et/ou entités dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances, de sûretés portant sur ses avoirs ou de garanties sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseils et assistance sous quelque forme que ce soit comprenant des services de trésorerie pour le groupe;
- faire des dépôts auprès de banques ou tous autres dépositaires et les placer de toute autre manière; et
- en vue de se procurer les moyens financiers dont elle a besoin pour exercer son activité dans le cadre de son objet social, contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit, accepter tous dépôts de la part de sociétés ou entités dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, émettre tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit. L'énumération précitée est énonciative et non limitative.

La société peut exercer toutes transactions, commerciales ou financières qui se rapportent, directement ou indirectement, à son objet, à l'exclusion de toute activité bancaire.

La société peut de façon générale effectuer toute transaction qu'elle juge utile ou nécessaire à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

La société peut être dissoute à tout moment par une décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant dans les mêmes conditions que pour la modification des présents statuts.

Titre II.- Capital - Actions

Art. 5. Capital social

Le capital social émis et libéré de la société est de cinquante mille Euros (50.000 EUR) divisé en cent (100) actions d'une valeur nominale de cinq cents Euros (500 EUR) chacune.

Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par décision des actionnaires adoptée de la manière requise par les lois du Luxembourg pour la modification de ces statuts.

Art. 6. Forme des Actions

Les actions sont nominatives.

Titre III.- Conseil d'Administration - Commissaire aux Comptes

Art. 7. Conseil d'administration

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs seront nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

En cas de vacance d'une ou de plusieurs places d'administrateurs pour cause de décès, démission ou toute autre cause, il pourra être pourvu à leur remplacement par le conseil d'administration conformément aux dispositions de la loi. Dans ce cas, l'assemblée générale des actionnaires ratifiera la nomination à sa prochaine réunion.

Art. 8. Réunions du conseil d'administration

Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le demandent.

Le président présidera toutes les assemblées générales et toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera temporairement à la majorité un autre administrateur pour présider la réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné par lettre ou télex à tous les administrateurs au moins 48 heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation de la réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie un autre administrateur comme son mandataire.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de la réunion.

Un ou plusieurs administrateurs peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique, par conférence vidéo ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite signée par l'ensemble des administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un seul écrit ou par plusieurs écrits séparés ayant le même contenu.

Art. 9. Procès-verbaux des réunions du conseil d'administration

Les procès-verbaux de toute réunion du conseil d'administration seront signés par le président de la réunion et par un autre administrateur. Les procurations resteront annexées aux procès-verbaux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, destinés à servir en justice ou ailleurs, seront signés par le président du conseil d'administration.

Art. 10. Pouvoirs du conseil d'administration

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut décider de constituer un ou plusieurs comités dont les membres seront administrateurs ou non. En pareille hypothèse le conseil d'administration devra nommer les membres de ce(s) comité(s) et déterminer leurs pouvoirs.

Art. 11. Délégation de pouvoirs

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, fondés de pouvoir, employés ou autres agents qui n'auront pas besoin d'être actionnaires de la société, ou conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

La délégation de la gestion journalière à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Représentation de la société

Vis-à-vis des tiers, la société sera engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs, ou par la signature individuelle de la personne à laquelle la gestion journalière de la société a été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par les signatures, conjointes ou individuelles, de toutes personnes à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Commissaire aux comptes

La surveillance des comptes de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non.

Ils sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminera leur nombre, pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, et ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs seront élus. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale, avec ou sans motif.

Titre IV.- Assemblée générale des actionnaires

Art. 14. Pouvoirs de l'assemblée générale

Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires. Sous réserve des dispositions de l'article 10 précité, elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier les actes en relation avec les activités de la société.

Art. 15. Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle se réunit au siège social de la société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocations le troisième mercredi de mai de chaque année à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. Autres assemblées générales

Le conseil d'administration ou le commissaire aux comptes peuvent convoquer d'autres assemblées générales. De telles assemblées doivent être convoquées si des actionnaires représentant au moins un cinquième du capital social le demandent.

Les assemblées générales, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par le conseil d'administration.

Art. 17. Procédure, vote

Les assemblées générales seront convoquées conformément aux conditions fixées par la loi.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocations préalables.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par câble, par télégramme, par télex ou par télécopie un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Sous réserve des restrictions légales, chaque action donne droit à une voix.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises quel que soit le nombre d'actions représentées, à la majorité simple.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs.

Titre V.- Année sociale - Répartition des bénéfices**Art. 18. Année sociale**

L'année sociale de la société commence le 1^{er} jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Au moins un mois avant la date de l'assemblée générale annuelle, il soumet ces documents, ensemble avec un rapport sur les activités de la société, au commissaire aux comptes qui établira son rapport sur ces documents.

Art. 19. Affectation des bénéfices

Sur les bénéfices nets de la société il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième (10%) du capital social souscrit de la société.

Sur recommandation du conseil d'administration l'assemblée générale des actionnaires décide de l'affectation des bénéfices annuels nets restants. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un ou plusieurs comptes de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année fiscale ou de le distribuer aux actionnaires comme dividendes.

Le conseil d'administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Il déterminera le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Titre VI.- Dissolution - Liquidation**Art. 20. Dissolution, Liquidation**

La société peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des statuts, sauf dispositions contraires de la loi.

Lors de la dissolution de la société, soit par anticipation, soit à l'échéance du terme, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VII.- Loi applicable**Art. 21. Loi applicable**

La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvera son application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Constatation

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été observées.

Dispositions transitoires

La première année sociale commence le jour de la constitution de la société et se terminera le 31 décembre 2002.

L'assemblée annuelle se réunira pour la première fois au jour, heure et lieu indiqués aux statuts en 2003.

Souscription et paiement

Les parties comparantes ayant ainsi arrêté les statuts de la société, ont souscrit au nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants ci-après énoncés:

Actionnaires	Capital souscrit	Nombre d'actions	Libération
FINPA S.p.A., prénommée; . . .	49.500 EUR	99	49.500 EUR
Mr Ivano Passini, prénommé; . .	500 EUR	1	500 EUR
Total	50.000 EUR	100	50.000 EUR

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentaire qui constate que les conditions prévues à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Evaluation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société en raison de sa constitution sont estimés à environ cent mille francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital social souscrit, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués.

Après avoir vérifié que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

I) Le nombre des administrateurs est fixé à 4 (quatre).

Sont nommés administrateurs, leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2003:

- 1.- Monsieur Ivano Gianaroli, gérant, demeurant à Viale Europa 384, Fanano (Modena), Italie;
- 2.- Monsieur Antonio Ventura, conseiller fiscal, demeurant à Viale Carlo Cattaneo 3, Lugano, Suisse;
- 3.- Monsieur Jacques Thorn, administrateur de sociétés, demeurant au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg;
- 4.- Monsieur Aloyse Scholtes, administrateur de sociétés, demeurant au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

II) Le nombre de commissaire aux comptes est fixé à un 1 (un).

Est nommé commissaire aux comptes et son mandat viendra à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2003: ARTHUR ANDERSEN LUXEMBOURG, avec siège social au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

III) Conformément aux présents statuts et à la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée générale autorise le conseil d'administration à déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs membres du conseil d'administration.

IV) Le siège social de la société est établi au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française, sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé par nous, le notaire instrumentant soussigné, à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et traduction faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: J. Biver, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 27 décembre 2001, vol. 865, fol. 17, case 2. – Reçu 20.170 francs.

Le Receveur ff(signé): Oehmen.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 décembre 2001.

J.-J. Wagner.

(01271/239/476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2002.

DALMATIAN FUND, Fonds Commun de Placement.

The Management Regulations were initially signed on October 5, 2001 and came into force upon their execution. The Management Regulations have been restated on December 21, 2001.

Restated and Coordinated Management Regulations

A. General part

1. The Fund

DALMATIAN FUND (the «Fund») is a mutual investment fund («fonds commun de placement») organized under the Luxembourg law of 19th July, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public.

The Fund has adopted an «umbrella» structure. Its capital is divided into classes of units of the Fund («Units») relating to different portfolios of assets having specific investment objectives (each designated as a «Portfolio») as these will be specifically described in the specific part of these Management Regulations (the «Specific Part»). Each Portfolio bears its own liabilities, as well as the relationship between Unitholders is concerned, as with respect to third parties.

The Fund constitutes an unincorporated coproprietorship of its assets, managed in the interest of its owner or co-owners («Unitholder» or «Unitholders») by BTM LUX MANAGERMENTS.A. (the «Management Company») a company incorporated under the laws of Luxembourg having its registered office in Luxembourg. The assets of the Fund which are held in custody by BANK OF TOKYO - MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A. are segregated from those of the Management Company and those of other funds (if any) managed by the Management Company.

By the acquisition of Units any Unitholder fully accepts these Management Regulations which determine the contractual relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

2. The Management Company

The Fund is managed on behalf of the Unitholders by the Management Company which has its registered office in Luxembourg.

The Management Company is vested with the broadest powers to administer and manage the Fund, on behalf of the Unitholder(s), subject to the restrictions set forth in Clause 5 of this General Part, including but not limited to, the purchase, sale, subscription, exchange and receipt of securities and the exercise of all rights attached directly or indirectly to the assets of the Fund.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund and any Portfolio thereof within the objectives set forth in Clause 4 of this General Part and in the Specific Part, subject to the restrictions set forth in Clause 5 of this General Part.

The Board of Directors of the Management Company may appoint a general manager or managers and/or administrative agents to implement the investment policy and administer and manage the assets of the Fund and any Portfolio thereof.

The Management Company is entitled to receive from the Fund for its own services a fee expressed as a percentage of the average quarterly or monthly Net Asset Value of the relevant Portfolio. This fee accrues quarterly or monthly and is payable in arrears at the end of each quarter or month.

The Management Company may, at the Fund's expense, obtain investment information, asset management, advisory and other services.

The Management Company may appoint one or more investment managers (an «Investment Manager») as its asset manager for the Fund or for one or several Portfolios as will be described in the Specific-Part and in the Fund's prospectus from time to time. The Investment Manager will in such respect render discretionary investment asset management services in all matters in relation to the respective markets in which a Portfolio or Portfolios invest.

The Investment Manager shall have the authority to appoint investment subadvisers to advise the Investment Managers on investments of the Fund and of the respective Portfolios thereof.

The Investment Manager is entitled to a fixed fee expressed as a percentage of the average quarterly or monthly Net Asset Value of the Portfolio concerned, payable out of the assets of the Fund. This fee accrues quarterly or monthly and is payable in arrears at the end of each quarter. An investment sub-adviser will be paid by the Investment Manager out of the Investment Manager's fees.

3. The Custodian

The Management Company shall appoint a custodian (the «Custodian»). BANK OF TOKYO-MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A., a corporation organized under the laws of Luxembourg with its registered office in Luxembourg, has been appointed Custodian.

The Custodian's appointment may be terminated at any time either by the Management Company or the Custodian upon 90 days written notice delivered by one party to the other.

Termination is however subject to the condition that a new custodian is appointed within 2 months of the termination as aforesaid to assume the responsibility and functions of the Custodian under these Management Regulations and, further, that the appointment of the Custodian shall continue thereafter for such period as may be necessary in order to transfer all assets of the Fund to the new custodian.

The Custodian shall assume its functions and responsibilities in accordance with Luxembourg law.

All cash and securities constituting the assets in the Fund shall be held by the Custodian on behalf of the Unitholders of any Portfolio of the Fund. The Custodian may entrust correspondent banks and financial institutions with the custody of such assets. The Custodian may hold securities in fungible and non-fungible accounts with such clearing houses as the Custodian may determine. It will have the normal duties of a bank with respect to the Fund's deposits of cash and securities at the Custodian. The Custodian may only dispose of the assets of the Fund and make payments to third parties on behalf of the Fund and, where applicable, any Portfolio on receipt of instructions from the Management Company or its appointed agents, provided such instructions conform with the Management Regulations and the provisions of law.

Upon receipt of instructions from the Management Company, the Custodian will perform all acts of disposal with respect to the assets of the Fund.

The Custodian is entitled to such fees as will be determined from time to time by agreement between the Management-Company and the Custodian.

BANK OF TOKYO-MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A. also acts as the Domiciliary -, Administration-, Registrar and Transfer Agent of the Fund.

4. Investment Objectives and Policy

The Fund's primary investment objective in respect of a Portfolio is such as described in the Specific Part of these Management Regulations which shall have to be read in conjunction with this General Part of these Management Regulations, the General Part and the Specific Part forming together the Management Regulations.

5. Investment Restrictions and Guidelines - Investment Techniques and Instruments

5.1 Investment Restrictions and Guidelines

By acquiring Units in the Fund, every Unitholder approves and fully accepts that the Management Regulations shall govern the relationship between the Unitholders, the Management Company and the Custodian.

Subject to the approval of the Custodian, these Management Regulations may be amended at any time, in whole or in part.

Notice of any amendments to these Management Regulations will be sent to the Unitholders.

Amendments will become effective as provided in Article 16 hereafter.

The Management Regulations determine the restrictions and guidelines which the Management Company shall comply with in managing the assets of any Portfolio, unless otherwise specifically provided in the relevant specific part. Such restrictions are the following:

(1) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, invest in the securities of any one issuer, if the value of the holdings of a Portfolio in the securities of such issuer exceeds 10% of the Portfolio's total net assets.

(2) The Management Company may not, on behalf of a Portfolio, invest in the securities of any single issuer if a Portfolio owns more than 10% of the securities of the same kind issued by such issuer.

If the percentages set forth under (1) and (2) above are exceeded as a consequence of the exercise of rights attached to securities in a Portfolio or otherwise than by the purchase of securities, the Management Company must adopt as its objective, in its selling transactions, the regularization of the position of the Portfolio as soon as the Management Company considers it to be in the best interest of the Unitholders.

The percentages set forth under (1) and (2) above shall be set to 35 for securities issued by any government of a country that is a member State of the OECD or any international institution of which two or more such countries are members.

(3) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, invest more than 10% in securities which are not traded on an official stock exchange or on a regulated market offering comparable guarantees.

(4) The Management Company may, on behalf of any Portfolio, borrow amounts and/or obtain overdrafts in order to provide for short-time shortcomings. These borrowings and/or overdrafts may not be used to supplement the assets of any Portfolio.

(5) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, make investments for the purpose of exercising control or management.

(6) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, purchase or sell real estate, except that it may invest in securities secured by real estate or interests therein or issued by companies which invest in real estate or interests therein.

(7) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, purchase or sell commodities or commodity contracts; and

(8) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, make loans to other persons, provided that the lending of securities permitted by applicable laws and regulations, the acquisition of governmental securities, short-term corporate debt instruments, repurchase agreements and reverse repurchase agreements shall not be deemed to be the making of a loan for this purpose.

(9) The Management Company may not, on behalf of any Portfolio, borrow securities.

5.2 Investment Techniques and Instruments

(1) The Management Company on behalf of the Fund may, in respect of any Portfolio, under the conditions and within the limits laid down by law, regulation and administrative practice unless otherwise provided in the Specific Part applicable to the Portfolio concerned, employ techniques and instruments relating to transferable securities, provided that such techniques and instruments are used for the purpose of efficient portfolio management.

With respect to options on securities the Management Company may not:

i) invest in put or call options on securities, unless:

(a) such options are listed on a stock exchange or dealt in on a regulated market or over-the-counter with broker-dealers who make markets in these options and who are first class financial institutions with a high rating specializing in these types of transactions and who are participants in the over-the-counter market; and

(b) the acquisition of such options does not exceed, in terms of premiums together with the total of the premiums paid to acquire call and put options on financial instruments as referred to under (3) (iii), 15% of the total net assets of the relevant Portfolio;

ii) sell call options on securities:

(a) Unless, at the time of selling call options on securities, the relevant Portfolio holds either the underlying securities or equivalent call options or other instruments which may be used to adequately cover the liabilities arising therefrom, such as warrants. The securities underlying to said call options sold may not be realized as long as the options thereon shall not have expired, unless these are covered by matching options or by other instruments which may be used to this effect. The same applies to matching call options or other instruments held by a Portfolio, if it does not hold the underlying securities at the time of selling relevant options.

(b) If the Management Company on behalf of a particular Portfolio sells call options relating to securities which it does not hold on behalf of this particular Portfolio at the time of entering into such transaction, the exercise price of all such options sold may not exceed 25% of the net assets of this Portfolio and the relevant Portfolio must at all times be able to procure the covering of the positions entered into by virtue of such sales.

(iii) When a put option is sold on behalf of a particular Portfolio, this Portfolio must be covered for the full duration of the option contract by liquid resources sufficient to pay for the securities deliverable to it on the exercise of the option by the counterparty.

(2) The Management Company may, on behalf of any Portfolio, for the purpose of hedging, enter into transactions on forward currency contracts or write call options and purchase put options on currencies, provided however that:

(i) these transactions may only be made in respect of contracts and options which are traded on a regulated market operating regularly, which is recognized and open to the public, except that the Management Company may also, on behalf of any Portfolio, enter into forward sales of currencies or exchange currencies on the basis of private agreements with first class financial institutions specialized in this type of transactions;

(ii) the net forward, exchange and option transactions made on behalf of a Portfolio in one currency may, in principle, not exceed the valuation of the aggregate assets denominated in that currency, irrespective of whether the respective currency is sold or bought, provided however that the Management Company may, on behalf of a Portfolio, purchase the currency concerned through a cross transaction should the cost thereof be more advantageous to the Portfolio provided that the relevant currencies have the required close relationship and that such transactions are in conformity with market practice and provided such cross transaction is completed with not more than one business day delay; and

(3) The Management Company may not deal, on behalf of any Portfolio, in financial futures and options on financial instruments, except that:

(i) for the purpose of hedging the risk of the fluctuation of the value of its portfolio securities, a Portfolio may have outstanding commitments (purchase and sale) in respect of financial futures sales contracts and option contracts not exceeding the corresponding risk of fluctuation of the value of the corresponding portion of its portfolio. In this context, the commitment on call and put options sold is equal to the aggregate amount of the exercise prices of those options;

(ii) for purposes other than hedging a Portfolio may, beside option contracts on transferable instruments and contracts on currencies, buy and sell futures contracts and option contracts on any type of financial instrument provided that the total commitment arising on these purchase and sale transactions together with the total commitment arising on the sale of call and put options on transferable securities at no time exceeds the net asset value of the relevant Portfolio. The writing of call options on transferable securities for which the Portfolio has adequate coverage being not considered for the calculation of the total commitment referred to above.

(4) Repurchase Agreements

Under such agreements, which must be with highly rated financial institutions specialised in such transactions, the seller agrees with the Portfolio, upon entering into the contract, to repurchase the securities at a mutually agreed upon time and price, thereby determining the yield during the time of the agreement. This investment technique permits the Portfolio to earn a fixed rate of return isolated from market fluctuations during such period. During the lifetime of a repurchase agreement, the respective Portfolio may not sell the securities which are the object of the agreement either before the repurchase of the securities by the counterparty has been carried out or before the repurchase period has expired.

(5) Lending of Portfolio Securities

The Management Company may, on behalf of a Portfolio, lend portfolio securities to third persons (for not more than 30 days and not in excess of 50% of the aggregate market value of the securities of a Portfolio) through a standardized securities lending system organized by EUROCLEAR, CLEARSTREAM INTERNATIONAL S.A. or other recognized clearing institutions or through a first class financial institution and will receive through such clearance agency collateral in cash or securities issued or guaranteed by a governmental entity of the OECD, or by their local authorities or by supranational institutions. Such collateral will be maintained at all times in an amount equal to at least 100% of the total valuation of the securities, and for the duration of the loan.

6. Issue of Units and Restrictions on Ownership

The Management Company on behalf of the Fund issues Units of such classes as described in the Specific Part. Additional Portfolios may be added at any time by decision of the Management Company and the Custodian, and by completing the Specific Part of these Management Regulations.

Units of the Fund and of any Portfolio thereof shall be issued by the Management Company, provided that payment is made to the Custodian within such period not exceeding five (5) bank business days in Luxembourg as the Management Company may from time to time determine. Certificates or confirmations shall be delivered by the Management Company provided payment has been received by the Custodian.

The Fund has been organized under the Luxembourg law of 19th July, 1991 on undertakings for collective investment the securities of which are not intended to be placed with the public (the «Law»).

Consequently, the sale of Fund Units and of any Portfolio is restricted to institutional investors. The Management Company will not accept to issue Units to persons or companies who may not be considered as institutional investors for the purpose of the Law. Further, the Management Company will not give effect to any transfer of Units which would result in a non-institutional investor becoming a Unitholder in the Fund.

The Management Company may, at its full discretion, refuse the issue or the transfer of Units, if there is not sufficient evidence that the person or company to which the Units are sold or transferred is an institutional investor for the purpose of the Law.

In considering the qualification of a subscriber or a transferee as an institutional investor, the Management Company will have due regard to the existing guidelines or recommendations of the competent supervisory authorities.

Institutional investors subscribing in their own name but on behalf of a third party must certify to the Management Company that such subscription is made on behalf of an institutional investor as aforesaid and the Management Company may require, at its sole discretion, evidence that the beneficial owner of the Units is an institutional investor.

The Management Company shall, with respect to the issuing of Units, comply with the laws and regulations of the countries where Units are offered. The Management Company may, at its discretion, discontinue temporarily, cease definitely or limit the issue of Units at any time to persons or corporate bodies resident or established in certain coun-

tries or territories. The Management Company may also prohibit certain persons or corporate bodies from acquiring Units, if such a measure is necessary for the protection of the Unitholders as a whole and the Fund.

The Management Company may:

- reject at its discretion any application for Units;
- redeem at any time the units held by Unitholders who are excluded from purchasing or holding units.

In order to comply with the anti-money laundering laws applicable in Luxembourg, a subscriber must deliver identification documents (a certified copy of such subscriber's passport or identification card, or, if a legal entity, a certified extract of the commercial registry together with appropriate information about beneficial owners) to the Registrar and Transfer Agent. Such identification by the Fund and Registrar and Transfer Agent is not required, however, if the subscription is collected by a sales agent under regulatory supervision, who is established in a state which has ratified the conclusion of the report of the Financial Action Task Force on Money Laundering («GAFL») or another jurisdiction which is subject to customer identification requirements equivalent to those prescribed in Luxembourg law.

In respect of a given Portfolio additional restrictions may be imposed. These shall then be described in the Specific Part of the Portfolio or Portfolios concerned.

7. Issue and Sale of Units

Units in the Fund will be offered during an initial subscription period as described in the Specific Part.

Thereafter Units may be issued on each Valuation Day. The term «Valuation Day» is defined in respect of each Portfolio in the Specific Part.

Following the initial offering period the issue price per Unit in any Portfolio will be the Net Asset Value per Unit of the relevant Portfolio as determined (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) on the Valuation Day following receipt of the application for purchase of Units, provided that such application is received prior to a time specified in the Specific Part in respect of each Portfolio five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Applications received after such specified time will be treated as having been received on the next following Valuation Day.

Payment of the issue price together with (if applicable) a sales charge (which sales charge may be reallocated by the Management Company to institutions or agents involved in the placement of Units) shall be made in the currency of the respective Portfolio as specified in the Specific Part, within five (5) bank business days in Luxembourg after the day when the application is accepted (unless otherwise provided with respect to a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part).

The Management Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind in compliance with the investment restrictions and policy of the Portfolio concerned and upon receipt of an evaluation of such contribution in kind by the auditor of the Fund.

8. Form of Units and Certificates

The Management Company shall issue Units in registered form only. Fractions of Units may not be issued.

Each certificate (if issued) shall carry the signatures of the Management Company and the Custodian, both of which may be in facsimile.

The issuance of a certificate is subject to a fee, details of which are mentioned in an exhibit to the Domiciliary-, Administration Agent, Registrar and Transfer Agent Agreement and are available from the Management Company on request.

If a Unitholder does not expressly wish to receive certificates or specifically states not wishing to receive a certificate, a confirmation evidencing his unitholding will be issued instead.

The Management Company, may, in the interest of the Unitholders, subdivide or consolidate the Units of each Portfolio.

Certificates or (if issued) confirmation statements will, in principle, be sent to subscribers by the administration Agent within five (5) bank business days in Luxembourg from the date of subscription and payment of the subscription price (unless otherwise provided in the Specific Part).

9. Conversion of Units

Unitholders are entitled (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) to apply in writing to the Management Company for the conversion of the whole or part of their holding of Units into Units of another Portfolio on each Valuation Day or if so specified in respect of a Portfolio in the Specific Part, on each Conversion Day.

The terms «Valuation Day» are defined in respect of each Portfolio in the Specific Part.

The basis of conversion will in such case relate to the respective Net Asset Values per Unit of the Portfolios concerned determined (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) on the Valuation Day following receipt and acceptance by the Management Company on behalf of the Fund of a conversion request, provided that the relevant request is received (with all necessary supporting documentation) five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day and prior to the time specified in the respective section of the Specific Part. Conversion requests received after such specified time will be treated as having been received on the next following Valuation Day.

Conversion may, unless otherwise provided in the General Part or a Specific Part of the Prospectus of the Fund, be made by investors free of charge.

Requests for conversions, once made, may not be withdrawn, except in the event of a suspension or deferral of the right to redeem Units of the Portfolio from which the conversion is to be made or deferral of the right to purchase Units of the Portfolio into which conversion is being made.

The proceeds of Units which are converted will be reinvested in Units relating to the Portfolio into which conversion is being made.

All conversions will be acknowledged by a contract note, confirming details of the conversion.

Certificates, if requested, will normally be dispatched by the Administration Agent within [fourteen (14)] bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day or - where applicable - Conversion Day.

The Management Company or the Administration Agent on its behalf is required to determine the number of Units of the Portfolio into which the investor wishes to convert his existing Units in accordance with the following formula:

$$A = \frac{(B \times C \times E) - F}{D}$$

Where:

A is the number of Units relating to the new Portfolio to which the investor shall become entitled;

B is the number of Units relating to the former Portfolio specified in the conversion notice, which the investor has requested to be converted;

C is the Net Asset Value of a Unit relating to the former Portfolio;

D is the Net Asset Value of a Unit relating to the new Portfolio;

E is the currency conversion rate representing the effective rate of exchange applicable to the transfer of assets between the relevant Portfolios;

F is the conversion charge (if any) not in excess of one (1) per cent of the applicable Net Asset Value per Unit of the Portfolio from which a conversion is made.

10. Net Asset Value Determination of Units

The net asset value (the «Net Asset Value»), the issue prices, the conversion prices, and the redemption prices of the Units of each Portfolio, expressed in the currency of the Portfolio concerned, will be determined by the Administration Agent on the bank business day or days in Luxembourg (a «Valuation Day») specified in the respective section or sections of the Specific Part in respect of the Portfolio or Portfolios of the Fund, by dividing the value of the assets allocated to the relevant Portfolio less the liabilities allocated to the relevant Portfolio (including any provisions considered by the Management Company to be necessary or prudent calculated on an accrual basis) by the total number of Units of the relevant Portfolio outstanding as at the close of business in Luxembourg on the same bank business day. In case of determination of the issue price, a sales charge (if any) calculated as a percentage (determined in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) of the applicable Net Asset Value (as further described in the Specific Part) will be added to the amount calculated according to the rules explained in the preceding sentence. To the extent feasible, investment income, interest payable, fees and other liabilities (including management fees) will be accrued monthly.

The assets of any Portfolio of the Fund shall be deemed to include:

- (i) all cash in hand or receivable or on deposit, including accrued interest;
- (ii) all bills and notes payable on demand and any amounts due (including the proceeds of securities sold but not yet collected);
- (iii) all securities, units, bonds, debentures, options or subscription rights and any other investments and securities belonging to the Fund;
- (iv) all dividends and distributions due to the Fund in cash or in kind to the extent known to the Fund provided that the Fund may adjust the valuation for fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividend or ex-rights;
- (v) all accrued interest on any interest bearing securities held by the Fund except to the extent such interest is comprised in the principal thereof;
- (vi) the preliminary expenses of the Fund insofar as the same have not been written off; and
- (vii) all other permitted assets of any kind and nature including prepaid expenses.

The assets of any Portfolio of the Fund will be valued as follows:

- (a) securities listed on a stock exchange or traded on any other regulated market will be valued at the last available price on such stock exchange or market. If a security is listed on several stock exchanges or markets, the last available price at the stock exchange or market which constitutes the main market for such securities, will be determining;
- (b) securities not listed on any stock exchange or traded on a regulated market will be valued at their last available market price;
- (c) securities for which the price referred to in (a) and/or (b) is not representative of the fair market value, will be valued prudently, and in good faith on the basis of their reasonably foreseeable sale price;
- (d) cash and other liquid assets will be valued at their face value with interest accrued to the end of the preceding day.

In the event that extraordinary circumstances render such a valuation impracticable or inadequate, the Management Company is authorized, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Fund.

The liabilities of the Fund shall be deemed to include:

- (i) all borrowings, bills and other amounts due;
- (ii) all administrative expenses due or accrued including the costs of its constitution and registration with regulatory authorities, as well as legal, audit, management, advisory, custodial, paying agency and corporate and administration agency fees and expenses, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to Unitholders, translation expenses and generally any other expenses arising from the administration of the Fund;
- (iii) all known liabilities, due or not yet due including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of all dividends declared but not cashed which therefore remain unpaid until the day these dividends revert to the Fund by prescription;

- (iv) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of the valuation and any other provisions or reserves authorized and approved by the Management Company; and
- (v) any other liabilities of the Fund of whatever kind towards third parties.

11. Suspension of the Calculation of the Net Asset Value

The Management Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value of each Portfolio and in consequence the issue, when applicable the conversion and the redemption of Units in any of the following events:

- when one or more stock exchanges or markets which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the relevant Portfolio, or when one or more foreign exchange markets in the currency in which a substantial portion of the assets of the relevant Portfolio are denominated, are closed otherwise than for ordinary holidays or if dealings therein are restricted or suspended;
- when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the responsibility and the control of the Management Company, disposal of the assets of the relevant Portfolio is not reasonably or normally practicable without being seriously detrimental to the interests of the Unitholders;
- in the case of a breakdown in the normal means of communication used for the valuation of any investment of the relevant Portfolio or if, for any reason the value of any assets of the relevant Portfolio may not be determined as rapidly and accurately as required;
- if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the relevant Portfolio are rendered impracticable or if purchases and sales of the relevant Portfolio's assets cannot be effected at normal rates of exchange.

Any such suspension will be notified to those Unitholders who have applied for redemption.

12. Redemption of Units

Unitholders may request redemption of their Units on each Valuation Day.

The term «Valuation Day» is defined in respect of each Portfolio in the Specific Part.

Units will be redeemed at the request of a Unitholder at a price representing their Net Asset Value calculated (unless otherwise provided in respect of a given Portfolio or Portfolios in the Specific Part) on the Valuation Day following receipt and acceptance of a written request made to the Domiciliary-, Administration-, Registrar and Transfer Agent at 287-289, route d'Arlon, Luxembourg, provided that the relevant request is received (with, all necessary supporting documentation) not later than the time specified in the Specific Part, at least five (5) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Payment for Units redeemed will be made by the Custodian normally within seven (7) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day at the applicable Net Asset Value, less a redemption charge, if any, in favour of the Management Company, as further specified in the Specific Part and the Fund's prospectus.

The Management Company may allow redemption of units by way of payment in kind upon receipt of an evaluation of such payment in kind by the auditor of the Fund and in compliance with the principle of equal treatment of all Unitholders.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in a Portfolio redeeming Units so that redemption of Units in such a Portfolio may, under normal circumstances, be made promptly upon request by Unitholders.

The redemption price may, depending on the Net Asset Value applicable on the date of redemption, be higher or lower than the price paid at the time of subscription.

The Custodian must make payment only if no statutory provisions, such as exchange control regulations or other circumstances outside the control of the Custodian, prohibit the transfer of the payment of the repurchase price to the country where reimbursement was applied for.

13. Charges of the Fund

The costs incurred in its operations by and charged to the Fund include:

- all taxes which may be due on the assets and income of the Fund;
- usual brokerage and banking fees due on transactions involving securities held in the portfolio of the Fund (such fees to be included in the acquisition price and to be deducted from the selling price);
- the remuneration expenses of the Management Company, the remuneration and out-of-pocket expenses of the Custodian and other banks and financial institutions entrusted by the Custodian with custody of assets of the Fund, of the Domiciliary, Administrative Agency and Paying Agent and of the Investment Manager;
- all expenses incurred by the Management Company or the Custodian while acting in the interests of the Unitholders;
- the cost of printing certificates, if any; the costs of preparing, translating and/or filing the Management Regulations and all other documents concerning the Fund, including registration statements and prospectuses and explanatory memoranda with all authorities (including local securities dealers' associations) having jurisdiction over the Fund or the offering of Units of the Fund or any Portfolio thereof, or their listing on any stock exchange or regulated market; the costs of preparing in such languages as are necessary for the benefit of the Unitholders, including the beneficial holders of the Units, and distributing annual and semi-annual reports and such other reports or documents as may be required under any applicable laws or regulations of the above-cited authorities; the cost of accounting, bookkeeping and calculating the Net Asset Value; the cost of preparing and distributing notices to the Unitholders; lawyers' and auditor's fees; and all similar operating and administrative charges.

All recurring charges will be charged first against income, then against capital gains and then against assets. Other charges may be amortized over a period not exceeding five years.

All costs (including brokerage fees) of purchasing or selling assets of the Fund and any Portfolio thereof and any losses incurred in connection therewith, are for the account of the Fund.

14. Accounting Year - Audit

The accounts of the Fund are closed each year on the last day of December. The Management Company will establish consolidated accounts.

The first accounting year shall start on the date of the constitution of the Fund and end on the 31st of December 2001. Subsequent accounting years will start on 1st January and end on 31st December, except in the case of a liquidation or a dissolution where such accounting year will end the day of liquidation or dissolution.

The first report shall be made available to the Unitholders with respect to the audited annual accounts relating to the period ending on December 31, 2001.

The accounts of the Management Company will be audited by auditors who shall be independent public accountants («réviseurs d'entreprises agréés») appointed by the Management Company. DELOITTE & TOUCHE of 3, route d'Arlon, L-8009 Strassen has been appointed as the Management Company's auditor.

The Management Company shall also appoint an auditor who shall, with respect to the assets of the Fund and of any Portfolio thereof carry out the duties prescribed by the Luxembourg laws.

15. Dividends

The Fund may, in respect of a Portfolio, either accumulate or distribute available income as specified in the Specific Part and in the Fund's prospectus.

No distribution in respect of any Portfolio may be made as a result of which the total net assets of the Fund would become less than USD 20,000,000.- or the equivalent thereof in the relevant currency.

16. Amendment of the Management Regulations

The Management Company may, at any time, upon approval of the Custodian, amend these Management Regulations in whole or in part.

Amendments will become effective upon their execution by the Custodian and the Management Company and, towards a subscriber upon his acceptance thereof. They will be opposable as against third parties five (5) days after their publication in the Mémorial.

17. Information to Unitholders

Unitholders may receive information on the current Net Asset Value, issue price and redemption price per Unit of any Portfolio at the registered office of the Management Company.

The audited annual report and unaudited semi-annual report of the Fund will be sent to the Unitholder(s) at his/her address appearing in the register of Unitholders or, if applicable, to the address provided by him/her.

Notice of any amendments to these Management Regulations will be sent to Unitholders and any amendments will be published in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations of Luxembourg.

18. Duration and Liquidation of the Fund

The Fund has been established for an unlimited period of time. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and without prejudice to the interests of the Unitholders decide notably in case where the net assets of the Fund at any time fall below USD 20,000,000 respectively in case the net assets of any one Portfolio fall below USD 1,500,000 or the equivalent thereof in the relevant currency of the Portfolio concerned, decide to dissolve the Fund, respectively the Portfolio concerned. The Fund may further be dissolved in all other cases provided for by Luxembourg law.

A notice of dissolution of the Fund will be published in the Mémorial and in at least three newspapers of appropriate distribution, of which at least one must be a Luxembourg newspaper. In the event of dissolution of one or more Portfolios, the Management Company will realize the assets of such Portfolio or Portfolios in the best interest of the Unitholders, and the Custodian, upon instructions from the Management Company, will distribute the net proceeds of liquidation (after deducting all liquidation expenses) among the Unitholders concerned, in proportion to the Units held. Proceeds of liquidation will be paid to the Unitholders by cash transfer in accordance with their respective payment instructions. As soon as any circumstance leading to a state of liquidation arises, the Unitholder(s) will be informed thereof by means of a notice sent to his/her address appearing in the register of Unitholders, and the issue, where applicable conversion, and repurchase of Units will be suspended by the Management Company.

The liquidation or the partition of the Fund may not be requested by a Unitholder, nor by his heirs or beneficiaries.

In case of a merger of Portfolios of the Fund decided by the Management Company, each Unitholder will be informed individually. Unitholders in disagreement with the proposed Portfolio merger shall have the faculty to apply for the redemption of their Units at the then applicable Net Asset Value, without charge.

19. Statute of Limitation

The claims of every Unitholder against the Management Company or the Custodian will lapse five years after the date of event which gave rise to such claims.

20. Applicable Law - Jurisdiction and Governing Language

The Management Regulations are governed by Luxembourg law and disputes arising between the Unitholder(s), the Management Company and the Custodian shall be settled, according to Luxembourg law and subject to the jurisdiction of the District Court of Luxembourg. Notwithstanding the foregoing the Management Company and the Custodian may subject themselves and the Fund to the jurisdiction of courts of the countries in which the Units of the Fund are offered and sold, with respect to claims by investors resident in such countries and, with respect to matters relating to subscriptions where applicable conversions, and repurchases by Unitholders resident in such countries, to the laws of such countries.

English is the governing language of these Management Regulations.

B. Specific Part

I. Specific Part of the Management Regulations relating to:
DALMATIAN FUND - GLOBAL BALANCED PORTFOLIO

1. The Portfolio

Units of DALMATIAN FUND - GLOBAL BALANCED PORTFOLIO are offered at the conditions set out in the General Part above and further at the conditions set out in this Specific Part.

2. Investment Objectives and Policy

2.1. GLOBAL BALANCED PORTFOLIO's primary investment objective is to maximise a long-term capital growth by investing mainly in a broadly diversified portfolio of investments consisting of cash, certificates of deposit, commercial papers, floating rate notes, other notes, straight debt securities, zero coupon bonds, equities and equity linked securities.

2.2. GLOBAL BALANCED PORTFOLIO may only invest in the instruments referred to under (2.1.) above provided the issuer (or the majority owner of the issuer) or, in the case of an investment in time deposits and/or in certificates of deposit, or, in the case of cash positions, the counterparty, has its seat in one of the top 25 countries (except Russia and other successor states to the USSR) in the latest country credit rating by the «Institutional Investor» (www.iimagazine.com). Investment in an instrument of a supra-national entity is only allowed if such entity is rated at least AA or equivalent by MOODY'S and/or STANDARD & POORS.

2.3. Investments referred to under (2.1.) and all income arising out of such investments can only be denominated in the currencies of the USA, Canada, Australia, New Zealand, Japan, China (Hong Kong SAR), Singapore, South Korea, The Republic of China (Taiwan), Switzerland, Norway and the European Union (except Greece), and, in the particular situation referred to in 2.5 (iii) below the currencies of Poland, Hungary and the Czech Republic. For the purpose of the Fund, the «European Union» is deemed to be comprised of the following countries: Austria, Belgium, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, Portugal, Spain, Sweden and the United Kingdom. The attention of the Unitholders is drawn to the fact that investments in countries of Central and Eastern Europe, such as Poland, Hungary and the Czech Republic involve special considerations and risks, in particular the risks associated with currency fluctuations.

2.4. Insofar as GLOBAL BALANCED PORTFOLIO will invest in equity and equity-linked securities, such securities must be listed on the regulated major stock exchanges of the following countries: USA, Canada, Australia, New Zealand, Japan, China (Hong Kong SAR), Singapore, South Korea, the Republic of China (Taiwan), Switzerland, Norway and the European Union (except Greece). Unitholders must be aware that investment in emerging markets offers the possibility of higher returns but also involve a higher degree of risk. The attention of the Unitholders is drawn to the fact that investments in securities of emerging country issuers involve special considerations and risks, including the risks associated with international investing generally, such as currency fluctuations, the risks of investing in countries with smaller capital markets, limited liquidity, price volatility and restrictions on foreign investment, and the risks associated with emerging economies, including high inflation and interest rates, large amounts of external debt and political and social uncertainties.

2.5. Insofar as investments are made in debt securities consisting of bonds and assimilated debt securities (including linked securities), such investments are subject to the following conditions:

(i) not more than 50% of the total net assets may be invested in bonds issued by governments or governmental agencies, and as a derogation to (2.2.) and (2.3.) above, such bonds may not be from issuers in, or be denominated in the currencies of the Republic of China (Taiwan), China (Hong Kong SAR) or South Korea;

(ii) as an exception to 2.5.(i), the limit of 50 percent does not apply to governments borrowing in their domestic currency;

(iii) as an exception to (2.2.) above, investments in bonds issued by the governments of Poland, Hungary and/or the Czech Republic are authorised up to 10 percent of the total assets, subject such investments are made in one of the currencies of 2.3. above or in the domestic currency of the respective country; The derogation to 2.5.(i) provided for in 2.5. (ii) does not apply;

(iv) not more than 50 percent of the total net assets can be invested in issues of supra-national entities;

(v) not more than 30 percent of the total net assets can be invested in issues of banks. Such banks must have their registered office in a country listed in 2.2. above and must be ranked in the top 100 banks world-wide by size of their own assets, as determined by «The Banker» (www.thebanker.com published by the Times Business, Ltd.);

(vi) not more than 30 percent of the total net assets can be invested in issues of industrial corporations. Such corporations must be rated at least AA or equivalent by MOODY'S and/or STANDARD & POORS;

(vii) a commercial paper issue has to be rated at least A1 by MOODY'S or P1 by STANDARD & POORS.

2.6 Investments in time deposits and in certificates of deposit can only be made with banks that must be ranked in the top 100 banks world-wide by size of their own assets, as determined by «The Banker» (www.thebanker.com published by the Times Business, Ltd.), and as a derogation to (2.2.) and (2.3.) above, such banks may not be from the Republic of China (Taiwan), China (Hong Kong SAR) or South Korea, and time deposits and certificates of deposit may not be denominated in the currencies of the Republic of China (Taiwan), China (Hong Kong SAR) or South Korea. The restrictions under (2.2.), (2.3.) and the restrictions in the present paragraph do not apply to the Custodian.

2.7. GLOBAL BALANCED PORTFOLIO may use investment techniques and instruments as described under the section entitled «Investment techniques and Instruments».

2.8. GLOBAL BALANCED PORTFOLIO may hold liquid assets on an ancillary basis.

2.9. The Management Company is obliged to liquidate all assets to cash if the accumulated loss exceeds 25% of the total money invested. Should such loss occur, the Management Company has to stop trading for one month and to put the cash on a monthly term deposit.

The Management Company will manage GLOBAL BALANCED PORTFOLIO taking into consideration the above investment policy, the investment restrictions and techniques as hereafter detailed and anticipated annual distribution of dividends as described under the heading «Distribution Policy» as well as its long-term capital growth.

3. Issue of Units

After an initial subscription period from October 15, to October 17, 2001, Units of the GLOBAL BALANCED PORTFOLIO are issued on each Valuation day (as hereinafter defined) subject to the right of the Management Company as stated hereafter, temporarily to discontinue such issue.

Following the initial offering period during which the issue price per Unit was USD 1,000.- the issue price per Unit is the Net Asset Value per Unit of the GLOBAL BALANCED PORTFOLIO as determined on the Valuation Day following the day on which the application for purchase of Units is received by the Management Company, provided that the application is received prior to 6.00 p.m. (Luxembourg time), two (2) bank business days in Luxembourg prior to the relevant Valuation Day. Applications received after 6.00 p.m. Luxembourg time will be treated as having been received prior to 6.00 p.m. Luxembourg time on the next following Valuation Day.

Payment will, in respect of Units of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO, be made in USD in the form of a cash transfer to the order of the Custodian within five (5) bank business days in Luxembourg after the day when an application is received.

Payment may also be made by cheque or banker's draft which shall be delivered together with the application form.

4. Redemption of Units

Unitholders may, in respect of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO, request redemption of their Units on each Valuation Day, by application addressed in writing to the Domiciliary-, Administration-, Registrar and Transfer Agent at 287-289, route d'Arlon, Luxembourg.

Units will be redeemed at the request of a Unitholder at a price representing their Net Asset Value calculated on each Valuation Day of the Portfolio. Payment for Units redeemed will be made by the Custodian normally within seven (7) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day at the applicable Net Asset Value, as further specified in the Prospectus.

The Management Company may allow redemption of Units by way of payment in kind upon receipt of an evaluation of such payment in kind by the auditor of the Fund and in compliance with the principle of equal treatment of all Unitholders.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in the Fund so that the redemption of units in the Fund can, under normal circumstances, be made promptly.

5. Conversion of Units

Unitholders of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO are not entitled to request the conversion of the whole or part of their holding of Units into Units of another Portfolio.

6. Net Asset Value Determination

The Net Asset Value per Unit of the GLOBAL BALANCED PORTFOLIO, expressed in USD, will be determined by the Administration Agent on the last bank business day in Luxembourg of each month (a «Valuation day» in respect of the GLOBAL BALANCED PORTFOLIO). The determination of the Net Asset Value, the issue price and the redemption price of Units of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO may be suspended as further described in the General Part hereof.

7. Management and Advice

For the management of the assets of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO, the Management Company will receive investment management services, information, investment advice and other related services from DRESDNER RCM GLOBAL INVESTOR (UK) Ltd. (the «Manager»).

The Investment Manager will be entitled to a fixed fee payable out of the Portfolio's assets expressed as a percentage of the average quarterly Net Asset Value of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO as further described in the Fund's Prospectus from time to time.

8. Distribution Policy

The Management Company will, in respect of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO at the Management Company's discretion, declare dividends out of net investment income, realized and unrealized profit and capital of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO available for distribution, subject always to the Fund complying with the minimum total net assets of the Fund of USD 20,000,000.- or the equivalent in the applicable currency. Dividends payable may at the request of a Unitholder be reinvested in additional Units of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO.

9. Duration and Liquidation

GLOBAL BALANCED PORTFOLIO has been established for an unlimited period of time. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and without prejudice to the interests of the Unitholder(s) of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO decide, notably in case the net assets of GLOBAL BALANCED PORTFOLIO at any time fall below the amount laid down in the General Part to dissolve this Portfolio.

II. Specific Part of the Management Regulations relating to:
DALMATIAN FUND - GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO

1. The Portfolio

Units of DALMATIAN FUND - GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO are offered at the conditions set out in the General Part above and further at the conditions set out in this Specific Part.

2. Investment Objectives and Policy

2.1. GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO's primary investment objective is to maximise long-term capital growth over the MSCI KOKUSAI (USD) index. Ticker MXKO as a benchmark (the «Index») by investing in equities and equity linked securities to match its funding costs, together with the achievement of the maximum. additional return consistent with this objective. The Portfolio will at all times strive for being fully invested.

2.2. GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO invests exclusively in the instruments referred to under (3.1.) above provided such securities are listed on the regulated major stock exchanges of the following countries: Australia, Austria, Belgium, Canada, Denmark, Finland, France, Germany, Greece, Hong Kong, Ireland, Italy, Netherlands, New Zealand, Norway, Portugal, Singapore, Spain, Sweden, Switzerland, United Kingdom, United States of America.

2.3. GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO may only invest in securities which are a member of the MSCI KOKUSAI (USD) Index and which have a high liquidity in principle.

2.3.1. The investment style is based on a fundamental analysis with an emphasis on stock selection.

2.3.2. Stock selection is based on the expectation of superior earning growth.

2.3.3. Liquidity and risk analysis of the individual stock shall be considered.

2.4. 2.4.1. A tracking error of maximum 8% (by BARRA model) is allowed at month end between the benchmark and the effective investment.

2.4.2. Should the tracking error by BARRA exceed 8%, the portfolio must be rebalanced as soon as practicable by selling portfolio securities and purchasing appropriate securities in order to reduce the tracking error below 8%.

2.5. The regional weight against the benchmark should be the following: North American countries stock up to 20%, European countries stock up to 20%, Asian countries stock up to 30%.

2.6. Sector weight: Investments in a particular sector are not allowed to exceed 2.5 times the corresponding weight in the Index.

2.7. GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO may not invest in derivatives, enter into securities lending transactions, nor borrow amounts and/or obtain overdrafts.

2.8. GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO may invest in partly paid securities.

The Management Company will manage the Fund taking into consideration the above investment policy, the investment restrictions and techniques as hereafter detailed and anticipated annual distribution of dividends as described under the heading 'Distribution Policy' as well as its long-term capital growth.

3. Issue of Units

After an initial subscription period from December 21, 2001 to January 18, 2002, Units of the GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO will be issued on each Valuation Day (as hereinafter defined) subject to the right of the Management Company as stated hereafter, temporarily to discontinue such issue.

Following the initial offering Period where an application for Purchase of Units is received on, the issue price per Unit is the Net Asset Value per Unit of the GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO as determined on the Valuation Day following the day on which the application for purchase of Units is received by the Management Company, provided that the application is received prior to 6.00 p.m. (Luxembourg time), two (2) bank business days in Luxembourg prior to the relevant valuation Day. Applications received after 6.00 p.m. Luxembourg time will be treated as having been received prior to 6.00 p.m. Luxembourg time on the next following Valuation Day.

Payment will, in respect of Units of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO, be made in USD in the form of a cash transfer to the order of the Custodian within five (5) bank business days in Luxembourg after the day when an application is received. Payment may also be made by cheque or banker's draft which shall be delivered together with the application form.

4. Redemption of Units

Unitholders may, in respect of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO, request redemption of their Units on each Valuation Day, by application addressed in writing to the Domiciliary-, Administration-, Registrar and Transfer Agent at 287-289, route d'Arlon, Luxembourg.

Units will be redeemed at the request of a Unitholder at a price representing their Net Asset Value calculated on each Valuation Day of the Portfolio. Payment for Units redeemed will be made by the Custodian normally within seven (7) bank business days in Luxembourg after the relevant Valuation Day at the applicable Net Asset Value, as further specified in the Prospectus.

The Management Company may allow redemption of Units by way of payment in kind upon receipt of an evaluation of such payment in kind by the auditor of the Fund and in compliance with the principle of equal treatment of all Unitholders.

The Management Company shall ensure that an appropriate level of liquidity is maintained in the Fund redeeming Units so that the redemption of units in the Fund can, under normal circumstances, be made promptly.

5. Conversion of Units

Unitholders of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO are not entitled to request the conversion of the whole or part of their holding of Units into Units of another Portfolio.

6. Net Asset Value Determination

The Net Asset Value per Unit of the GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO, expressed in USD, will be determined by the Administration Agent on the last bank business day in Luxembourg of each month (a «Valuation day») in respect of

the GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO). The determination of the Net Asset Value, the issue price and the redemption price of Units of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO may be suspended as further described in the General Part hereof.

7. Management and Advice

For the management of the assets of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO, the Management Company will receive investment management services, information, investment advice and other related services from ALLIANCE CAPITAL MANAGEMENT L.P., New York.

The Investment Manager will be entitled to a fixed fee payable out of the Portfolio's assets and expressed as a percentage of the average quarterly Net Asset Value of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO as further described in the Fund's prospectus from time to time.

8. Distribution Policy

The Management Company will, at its discretion, in respect of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO declare dividends out of net investment income, realized and unrealized profit and capital of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO available for distribution, subject always to the Fund complying with the minimum total net assets of the Fund of USD 20,000,000 or the equivalent in the applicable currency. Dividends will be paid in January only, compared to the net asset value as to the establishment of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO. No dividend will thus be paid in January 2002. Dividends payable may at the request of a Unitholder be reinvested in additional Units of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO.

9. Duration and Liquidation

GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO has been established for an unlimited period of time. The Management Company may, by mutual agreement with the Custodian and without prejudice to the interests of the Unitholder(s) of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO decide, notably in case the net assets of GLOBAL EX-JAPAN PORTFOLIO at any time fall below the amount laid down in the General Part to dissolve this Portfolio.

These Specific Parts form an integral part of these Management Regulations and shall, together with the General Part, apply to all those investors subscribing Units of the respective Portfolios.

These revised coordinated Management Regulations were signed in Luxembourg and have become effective on December 21, 2001.

BTM LUX MANAGEMENT S.A. / BANK OF TOKYO - MITSUBISHI (LUXEMBOURG) S.A.

Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2002, vol. 503, fol. 7, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(02249/267/686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 janvier 2002.

ALPHA INVESTIMENTI, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2953 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 74.023.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 22 août 2001.

E. Schroeder.

(54154/228/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DOUH BEAUTE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Procès-verbal de l'assemblée générale des associés qui s'est tenue le lundi 20 août 2001 à 14.00 heures au 49, boulevard Royal à L-2449 Luxembourg

L'assemblée s'est réunie à 14.00 heures en l'étude OSCH & ARENDT.

Y ont assisté Madame Ida Douh et Monsieur Marc Wiltgen, en leur qualité d'associés de la société.

Madame Douh, détenant 99 parts sociales, et contre l'opposition de Monsieur Wiltgen, désigne le bureau suivant: M^e Gerry Osch comme président, M^{me} Susy Fischer comme secrétaire, M^e Cathy Arendt comme scrutateur.

Il est ensuite délibéré sur l'unique point à l'ordre du jour, à savoir le remplacement du gérant technique démissionnaire.

Est proposée comme nouveau gérant technique, Madame Anissa Ennaciri, demeurant à L-2626 Luxembourg, 22, rue Mathias Tresch.

Cette proposition est adoptée par 99 % des voix, Madame Ida Douh votant pour, contre la voix de Monsieur Marc Wiltgen.

Plus aucun autre point n'étant à l'ordre du jour et Madame Ida Douh refusant de voir mettre à l'ordre du jour tout autre point, l'assemblée est close à 14.05 heures.

En foi de quoi le présent procès-verbal est signé par les membres du bureau.

G. Osch / S. Fischer / C. Arendt.

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 12, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54222/000/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

ANGEWI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 60.323.

—
Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 12, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2001.

Pour réquisition

Signature

Un mandataire

(54155/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

ANGEWI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 45, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 60.323.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 12, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 2001.

Pour réquisition

Signature

Un mandataire

(54156/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

ANQUITH HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 78.215.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

ANQUITH HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54158/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

INCORION INVESTMENT HOLDING COMPANY, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 65.644.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1998 et 31 décembre 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 22 août 2001, vol. 557, fol. 3, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 9 août 2001

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001 :

- M. Yafim Borodulin, employé de banque, Pilies 14, Vilnius, Lithuania, director, Président
- M. Henri Hellinckx, avocat, 11, boulevard Royal, Luxembourg
- Mme Rita Reichling, avocat, 11, boulevard Royal, Luxembourg

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001 :

- DELOITTE & TOUCHE, ayant son siège à Luxembourg.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Signature.

(54281/501/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

ATHENUM INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 27.014.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

ATHENUM INTERNATIONAL S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54160/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

AXXAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 62.066.

Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu au siège social le 17 août 2001

Le conseil, après lecture de la lettre de démission de Monsieur Daniel Zanette de sa fonction d'administrateur, décide d'accepter sa démission. Le conseil le remercie pour l'activité déployée jusqu'à ce jour.

Le conseil coopte comme nouvel administrateur, avec effet à partir du 17 août 2001 Monsieur Jean-Marc Leonard demeurant à Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

AXXAL HOLDING S.A., Société Anonyme

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 10, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54161/024/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

**BALOISE FUND INVEST ADVICO, Société Anonyme,
(anc. BALOISE FUNDINVEST ADVICO).**

Siège social: Luxembourg.
R.C. Luxembourg B 78.977.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(54162/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

JANUS IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 67.321.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 7, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Signature.

(54289/622/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

JANUS IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 67.321.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 7, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Signature.

(54290/622/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BARBICAN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 56.731.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature.

(54163/550/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BARBICAN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 56.731.

EXTRAIT

Avec effet au 1^{er} janvier 2000 et en vertu du pouvoir qui lui a été sous-délégué par le Conseil d'Administration de la société, Monsieur Emile Vogt, administrateur, a procédé à la réalisation de la conversion du capital de la société en euro.

Par conséquent, depuis le 1^{er} janvier 2000, le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société est modifié comme suit :

«Le capital de la société est fixé à euros trois cent neuf mille huit cent soixante-six virgule quatre-vingt-onze (309.866,91 EUR) représenté par douze mille cinq cents actions (12.500) sans désignation de valeur nominale, entièrement libéré.»

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54164/550/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BARBICAN S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 56.731.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 2 mai 2000

L'assemblée accepte la démission de Monsieur Marc Weinand et appelle comme nouvel administrateur, Monsieur Sam Reckinger, pour achever le mandat de Monsieur Marc Weinand, démissionnaire.

Conformément aux exigences de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée décide malgré la perte de plus de la moitié du capital social de continuer l'activité de la société.

Luxembourg, le 14 mai 2001

Pour copie conforme

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54165/550/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BUILDCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 67.459.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 9, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

BUILDCO S.A.

Signature

(54181/005/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BEAUTY FARM, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Heisdorf, 39A, rue de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 74.025.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2001, vol. 554, fol. 12, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2001.

Signatures.

(54168/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BIVA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 39.071.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 23 avril 2001

Résolutions

1. Le Conseil d'Administration, dûment mandaté par l'assemblée générale du 17 avril 2001, et sur base de la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital social en euros et modifiant la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, et aux différences résultant des règles d'arrondi, décide :

- de supprimer à titre transitoire la valeur nominale des actions du capital social qui était de dix mille francs belges (10.000,- BEF) par action,

- et de convertir le capital social de la société de BEF en EUROS avec effet au 1^{er} janvier 2001, au cours de change de 1 euro pour 40,3399 francs belges et de remplacer dans les statuts toutes références au BEF par des références à l'Euro.

Le capital social de vingt-cinq millions de francs belges (25.000.000,- BEF) est converti en six cent dix neuf mille sept cent trente trois euros et quatre vingt un eurocentimes (619.733,81 EUR).

Dans le cadre de cette conversion, le Conseil d'Administration décide de procéder à une augmentation du capital social par incorporation d'une partie des résultats reportés, à concurrence de deux cent soixante six euros et dix neuf eurocentimes (266,19 EUR). Le Conseil d'Administration décide par conséquent de fixer le montant du capital social à six cent vingt mille euros (620.000,- EUR), sans création ni émission d'actions nouvelles.

2. Le Conseil d'Administration décide de restaurer la valeur nominale des actions du capital et de la fixer à deux cent quarante huit euros (248,- EUR) par action, chacune jouissant des mêmes droits et avantages.

3. Le Conseil d'Administration constate que toute référence au capital autorisé n'aura plus lieu d'être dans les prochains statuts de la société (sa durée légale étant arrivée à échéance le 9 juin 1997.)

4. En conséquence des résolutions qui précèdent, le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société est modifié et aura désormais la teneur suivante :

«1^{er} alinéa. Le capital souscrit est fixé six cent vingt mille euros (620.000,- EUR), représenté par deux mille cinq cents (2.500) actions d'une valeur nominale de deux cent quarante huit euros (248,- EUR) chacune»

En conséquence, le Conseil d'Administration chargera Maître Jean-Paul Hencks de la coordination des statuts et des différentes publications.

Pour copie conforme

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2001, vol. 556, fol. 78, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54169/216/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BONNER ANLAGENGESELLSCHAFT A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 34.353.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 5, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 août 2001.

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

(54177/521/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BIVA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 39.071.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Hencks.

(54170/216/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BOND UNIVERSALIS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 22.223.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 11, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour le Conseil d'Administration

N. Uhl

(54175/007/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BOND UNIVERSALIS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 22.223.

Extrait des délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire du 16 mai 2001

Le mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Pierre Pinatton n'a pas été renouvelé.

Composition du Conseil d'Administration :

Messieurs	Pierre Drion	Président
	Pierre Ahlborn	
	Georges Caballe	
	Antoine Calvisi	
	Johnny Debuysscher	
	Guy Lermينياux	
	Lucien Van Den Brande	
	William Vanderfelt	
	Albert Vanescote	

PETERCAM (LUXEMBOURG) S.A. représentée par :

Messieurs	Christian Bertrand
	Geoffroy d'Aspremont Lynden

Réviseurs d'Entreprises :

Société PricewaterhouseCoopers.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2001.

Pour le conseil d'administration

N. Uhl

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 11, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54176/007/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

C.I.P.O., COMITE INTERNATIONAL DES PRESTIGES D'OR, Société Anonyme.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 13, Côte d'Eich.
R. C. Luxembourg B 50.102.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(54189/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BLITTERSDORF IMMOBILIEN A.G., Société Anonyme.

Registered office: L-1325 Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 19.478.

Extract of the minutes of the meeting of the board of Directors of June 21, 2001

«...After deliberation and according to the above-mentioned authorization given by the annual general shareholder's meeting, the board of directors takes, by unanimous vote, the following resolutions :

1. The board of directors decides to cancel the par value of the shares.
2. In accordance with the law of December 10, 1998 amending the law of August 10, 1915 on commercial companies, the board of directors decides to convert, with effect October 1st, 2001 the subscribed capital, currently expressed in DEM into Euro. In consequence, the subscribed capital amounts to 818,067.01 EUR.
3. The board of directors decides to increase the subscribed capital by incorporation of profits brought forward for an amount of 1,932.99 EUR so that the subscribed capital amounts to 820,000.- EUR without issue of new shares.
4. The board of directors decides to amend the first paragraph of the fifth article of the by-laws :

«**Art. 5. 1st Paragraph.** The subscribed capital is fixed at 820,000.- EUR, represented by 16.000 shares without par value.»

5. Power is given to either Mrs Margaret Astor or Mr. Georges Kioes, acting individually, to proceed with the necessary book entries, with the inscriptions in the company's registers, the updating of the company's by-laws according to the above-mentioned resolutions and the fulfilment of all other formalities in this connection...»

Luxembourg, June 25, 2001.

For true extract

M. Astor

Enregistré à Luxembourg, le 3 juillet 2001, vol. 555, fol. 5, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54171/226/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BLITTERSDORF IMMOBILIEN A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 17, rue de la Chapelle.
R. C. Luxembourg B 19.478.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, en date du 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(54172/226/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

B.R.I., BRASSERIE RESTAURATION ITALIENNE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 8, rue Beck.
R. C. Luxembourg B 56.241.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 14, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

(54178/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

HOLDING VASSCO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 67.556.

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 23 août 2001, nous vous prions d'apporter le changement suivant au registre de commerce :

- 1) L'assemblée décide de transformer le capital social, qui était de LUF 1.250.000,- représenté par 1.250 actions de LUF 1.000 chacune, en Euros 30.986,69 représenté par 1.250 actions sans valeur nominale.
- 2) Le siège social est transféré à L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2001.

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 6, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54276/637/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BRABAICO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 36.576.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

(54179/550/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BRABAICO S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 36.576.

EXTRAIT

Avec effet au 1^{er} janvier 2001 et en vertu du pouvoir qui lui a été sous-délégué par le Conseil d'Administration de la société, Monsieur Emile Vogt, administrateur, a procédé à la réalisation de la conversion du capital de la société en euro.

Par conséquent, depuis le 1^{er} janvier 2001, le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société est modifié comme suit :

«Le capital de la société est fixé à euros cent cinquante-quatre mille neuf cent trente-trois virgule quarante-cinq (154.933,45.- EUR) représenté par six mille deux cent cinquante actions (6.250) sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées».

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54180/550/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CAILBOTIS POLYESTER TRADING CPT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 44.023.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

CAILBOTIS POLYESTER TRADING CPT S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54182/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DOLPA, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,-.

Siège social: Luxembourg, 4, rue Carlo Hemmer.
R. C. Luxembourg B 79.973.

Extrait du procès-verbal de la résolution de l'actionnaire unique du 8 août 2001

L'actionnaire unique a accepté la démission de Monsieur E.A. Gil Cisneros en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2001.

L'actionnaire unique a décidé d'élire Monsieur Luciano Poli, Finance Director MIDEAST/INDIA (DOW EUROPE S.A.), demeurant à Bachtobelstrasse 3, CH-8810 Horgen, Suisse en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 1^{er} juillet 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DOLPA, S.à r.l.

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 2001, vol. 556, fol. 92, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54221/267/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CHENICLEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 62.863.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

(54184/550/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CHENICLEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 62.863.

EXTRAIT

Avec effet au 1^{er} janvier 2000 et en vertu du pouvoir qui lui a été sous-délégué par le Conseil d'Administration de la société, Monsieur Emile Vogt, administrateur, a procédé à la réalisation de la conversion du capital de la société en euro.

Par conséquent, depuis le 1^{er} janvier 2000, le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société est modifié comme suit :

«Le capital de la société est fixé à euros cinq millions quatre cent cinquante-cinq mille (5.455.000,- euros) représenté par deux mille deux cents actions (2.200) sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées.»

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54185/550/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CHENICLEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 62.863.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires du 18 mai 2000

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Marc Weinand et appelle comme nouvel administrateur, Monsieur Sam Reckinger, pour achever le mandat de Monsieur Marc Weinand, démissionnaire.

Luxembourg, le 23 mai 2001

Pour copie conforme

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54186/550/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

HEROS INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 15, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 77.774.

*Extrait du procès-verbal du Conseil d'Administration tenu le 10 mai 2001**Résolution unique*

Le Conseil d'Administration décide de changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire. La nouvelle adresse de la société est fixée au 15, boulevard Prince-Henri, à L-1724 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 mai 2001

HEROS INVESTMENTS S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 14, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54272/045/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CARILLON HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 78.221.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

CARILLON HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54183/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CHRONUS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 35.621.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration du 5 mars 2001

«...En vertu de l'autorisation lui accordée par l'assemblée générale, le conseil prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes :

1. Le conseil d'administration décide de supprimer la valeur nominale des actions.
2. Conformément aux dispositions de la loi du 10 décembre 1998 modifiant la loi du 10 août 1915, le conseil d'administration décide de convertir, avec effet au 1^{er} janvier 2001, le capital social et le capital autorisé, actuellement exprimés en francs luxembourgeois (LUF), en euros (EUR). Ainsi, le capital social s'établit à 371.840,29 euros (trois cent soixante et onze mille huit cent quarante euros et vingt-neuf cents) et le capital autorisé à 2.478.935,25 euros (deux millions quatre cent soixante-dix mille neuf cent trente-cinq euros et vingt-cinq cents).
3. Le conseil d'administration décide d'augmenter le capital social souscrit par incorporation de bénéfices reportés de 3.159,71 euros (trois mille cent cinquante neuf euros et soixante et onze cents) de sorte qu'il s'établisse à 375.000,- euros (trois cent soixante-cinq mille euros) sans émission d'actions nouvelles.
4. Le conseil d'administration décide d'augmenter le capital autorisé de 21.064,75 euros (vingt et un mille soixante-quatre euros et soixante-quinze cents) de sorte qu'il s'établisse à 2.500.000,- euros (deux millions cinq cent mille euros).
5. Le conseil d'administration décide d'adapter la valeur nominale des actions et de la fixer à 25,- euros (vingt-cinq euros) par action. Ainsi, le capital social sera dorénavant représenté par 15.000 (quinze mille) actions d'une valeur nominale de 25,- euros chacune et le capital autorisé par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de 25,- euros (vingt-cinq euros) chacune.
6. Le conseil d'administration décide de modifier les alinéas 1 et 4 de l'article 5 des statuts pour leur donner la teneur suivante .

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital souscrit est fixé à 375.000,- euros (trois cent soixante-quinze mille euros), représenté par 15.000 (quinze mille) actions d'une valeur de 25,- euros (vingt -cinq euros) chacune.»

«**4^{ème} alinéa.** Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de 2.500.000,- euros (deux millions cinq cent mille euros) qui sera représenté par 100.000 (cent mille) actions d'une valeur nominale de 25,- euros (vingt-cinq euros) chacune.»

7. Mandat est donné à chaque administrateur, agissant individuellement, afin de procéder aux écritures comptables qui s'imposent, de procéder aux inscriptions dans les registres sociaux et d'établir des statuts coordonnés suite aux résolutions de la présente.

Luxembourg, le 5 mars 2001.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 13 août 2001, vol. 556, fol. 78, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54187/216/39) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CHRONUS HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 35.621.

Le texte des statuts coordonnés a été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Hencks.

(54188/216/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CLAIRE SOURCE PARTICIPATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 78.978.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 5, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juillet 2001.

STENHAM GESTINOR AUDIT, S.à r.l.

Signature

(54190/521/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

C.M. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 41.453.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

C.M. INTERNATIONAL S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54191/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COFINEX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.

R. C. Luxembourg B 35.997.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 14, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

(54192/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DELTA NETWORKS LIMITED S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.

R. C. Luxembourg B 76.988.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société DELTA NETWORKS LIMITED S.A. (la «Société»), tenue en date du 23 août 2001 à Luxembourg, que Monsieur Peter Magnus, demeurant à B-2970 Schilde, 67, Braschaatsebaan, et Monsieur Jan De Wispelaere, demeurant à B-3050 Oud-Heverlee, 13 Fazantenlaan, ont été nommés comme administrateurs de la Société jusqu'à la tenue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2006.

Sont dès lors administrateurs de la Société:

- Monsieur Peter Magnus;
- Monsieur Jan De Wispelaere;
- Monsieur Federigo Cannizzaro;
- Monsieur Alexis Kamarowsky;
- Monsieur Jean-Marc Debaty.

Pour extrait sincère et conforme

Pour publication et réquisition

DELTA NETWORKS LIMITED S.A.

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 9, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54212/253/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COMONT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 57.552.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

COMONT HOLDING S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54194/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE DE FINANCEMENT DE COMMERCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 105, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 59.741.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 14 mai 2001, vol. 552, fol. 99, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Signature.

(54201/622/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CORAVIT AG, Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1150 Luxemburg, 251, route d'Arlon.
H. R. Luxemburg B 28.717.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung, gehalten am 17. August 2001 von 9.00 bis 9.15 Uhr

Die Aktionäre fassen hiermit einstimmig die nachstehenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Der vom Verwaltungsrat vorgelegte Bericht und der Bericht des Kommissars werden zustimmend zur Kenntnis genommen.

Zweiter Beschluss

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2000 wird in der vorgelegten Fassung genehmigt.

Dritter Beschluss

Dem Verwaltungsrat und dem Kommissar wird in getrennter Abstimmung für das Geschäftsjahr 2000 Entlastung erteilt.

Vierter Beschluss

Der im Jahresabschluss zum 31. Dezember 2000 ausgewiesene Verlust wird auf neue Rechnung vorgetragen.

Fünfter Beschluss

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars werden um ein weiteres Jahr und damit bis zur ordentlichen Generalversammlung über das Geschäftsjahr 2000 verlängert.

Für die Richtigkeit des Auszugs

F. Bourgeois

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 8, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54204/534/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CORINNE SELECTION, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4010 Esch-sur-Alzette.
R. C. Luxembourg B 55.400.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 22 août 2001, vol. 320, fol. 81, case 8/1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 24 août 2001.

Signatures.

(54205/203/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DANASIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg 65.471.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

(54208/550/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DANASIA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg 65.471.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 29 juin 2001

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Marc Weinand et appelle comme nouvel Administrateur, Monsieur Sam Reckinger, pour achever le mandat de Monsieur Marc Weinand, démissionnaire.

Luxembourg, le 3 juillet 2001.

Pour copie conforme

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54209/550/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

EGATIA S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 4.432.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 21 août 2001, vol. 556, fol. 96, case 7, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Signature

(54224/550/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 42.119.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 17 juillet 2001

Résolution

L'assemblée décide de ratifier la co-optation de Monsieur Patrick Ehrhardt et de Monsieur Simone Strocchi décidée par le conseil d'administration en sa réunion du 24 mars 2000.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2000 :

Conseil d'administration

Messieurs	Federico Franzina, employé privé, demeurant à Luxembourg	Président
	Germain Birgen, employé privé, demeurant à Luxembourg	administrateur
	Patrick Ehrhardt, employé privé, demeurant à Luxembourg	administrateur
	Simone Strocchi, employé privé, demeurant à Luxembourg	administrateur

Commissaire aux comptes

MONTBRUN REVISION, S.à r.l., 11, boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg.

Pour extrait conforme

COMPAGNIE FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS S.A., société anonyme holding

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 10, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54195/024/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 42.119.

—
Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 10, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS S.A. Société Anonyme Holding

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54196/024/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 42.119.

—
Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 24 août 2001, vol. 557, fol. 10, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPAGNIE FINANCIERE D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS S.A. Société Anonyme Holding

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54197/024/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DESAROLLO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 38.591.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 25 juillet 2001

Résolution

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide de les réélire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2000:

Conseil d'administration

- MM. Germain Birgen, employé privé, demeurant à Luxembourg, président;
Carlo Santoiemma, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;
Gerd Fricke, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes

MONTBRUN REVISION, S.à r.l., 11, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour DESAROLLO HOLDING S.A., Société Anonyme Holding

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE

Société Anonyme

Banque domiciliataire

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 6, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(54213/024/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

ENTREPRISE GENERALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.769.

Le bilan au 30 juin 1997, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

ENTREPRISE GENERALE S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54230/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

ENTREPRISE GENERALE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 37.769.

Le bilan au 30 juin 1998, enregistré à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 557, fol. 4, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

ENTREPRISE GENERALE S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

(54231/795/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BASS LUXEMBOURG INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 71.878.

In the year two thousand and one, on the nineteenth of July.

Before Us, Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, in place of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, actually prevented, who will guard the original of the present deed.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of BASS LUXEMBOURG INVESTMENTS, S.à r.l., a private limited liability company, having its corporate seat at L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, incorporated by notarial deed on September 22, 1999, published in the Mémorial C n°933 of December 7, 1999, and last amended by notarial deed of October 30, 2000, published in the Mémorial C n°189 of March 13, 2001.

The meeting is chaired by Mr Olivier Ferres, Consultant, residing at Nospelt.

The chairman appointed as secretary Mrs Angélique Ewert, employee, residing in Berchem.

The meeting elected as scrutineer Miss Rachel Uhl, jurist, residing in Kédange, France.

The chairman declared and requested the notary to act:

I. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with this minute.

II. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation representing the whole share capital of the Company, presently fixed at two billion one hundred forty-six million seven hundred ninety five thousand and five hundred United States Dollars (USD 2,146,795,500.-) are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. To change the Company's accounting year-end to July 19, the accounting year having started on March 1st, 2001, closing on July 19, 2001.

2. To restate article 15 of the Company's bylaws to give it the following content:

«The Company's financial year starts on the twentieth of July and ends on the nineteenth of July of the following year»

3. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolved to change the Company's accounting year-end to July 19, the accounting year having started on March 1st, 2001, closing on July 19, 2001.

Second resolution

The meeting resolved to restate article 15 of the Company's bylaws to give it the following content:

«The Company's financial year starts on the twentieth of July and ends on the nineteenth of July of the following year.»

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company are estimated at approximately twenty thousand Luxembourg Francs (LUF 20,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille et un, le dix-neuf juillet.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en remplacement de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, actuellement empêché, lequel aura la garde de la présente minute.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société à responsabilité limitée BASS LUXEMBOURG INVESTMENTS, S.à r.l., ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal, constituée suivant acte reçu en date du 22 septembre 1999, publié au Mémorial C, n°933 du 7 décembre 1999, et modifié en dernier lieu par acte notarié du 30 octobre 2000, publié au Mémorial C, n°189 du 13 mars 2001.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Olivier Ferres, Consultant, demeurant à Nospelt.

Monsieur le président désigne comme secrétaire Madame Angélique Ewert, employée privée, demeurant à Berchem.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

Monsieur le président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'il détient est renseigné sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, la scrutatrice et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que la totalité des actions, représentant l'intégralité du capital social actuellement fixé à deux milliards cent quarante-six millions sept cent quatre-vingt-quinze mille cinq cents dollars des Etats-Unis (USD 2.146.795.500,-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Modification de la date de clôture de l'année sociale au 30 juin, l'année sociale ayant commencé le 1^{er} mars 2001 clôturant au 19 juillet 2001.

2. Reformulation de l'article 15 des statuts de la Société pour lui conférer la teneur suivante:

«L'année sociale commence le vingt juillet et se termine le dix-neuf juillet de l'année suivante.»

L'assemblée, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de modifier la date de clôture de l'année sociale au 19 juillet, l'année sociale ayant commencé le 1^{er} mars 2001 clôturant au 19 juillet 2001.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de reformuler l'article 15 des statuts de la Société pour lui conférer la teneur suivante:

«L'année sociale commence le vingt juillet et se termine le dix-neuf juillet de l'année suivante.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de vingt mille francs luxembourgeois (LUF 20.000,-)

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: O. Ferres, A. Ewert, R. Uhl, J. Seckler.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2001, vol. 130S, fol. 59, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Releveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2001.

J. Elvinger.

(54166/211/96) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

BASS LUXEMBOURG INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 71.878.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.
(54167/211/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CYGNE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 73.691.

In the year two thousand and one, on the twenty-third of July.
Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the partners of CYGNE, S.à r.l., a société responsabilité limitée, having its registered office at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, trade register Luxembourg section B n° 73 691, incorporated by deed dated on December 29, 1999, published in the Mémorial C n°231 dated 27 March 2000 at Recueil des Sociétés et Associations, and whose Articles have been modified on March 20, 2001.

The meeting is presided by Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr Hubert Janssen, jurist, residing at Torgny, Belgium.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The partners present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 130 (one hundred thirty) shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders have been beforehand informed.

III.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1) To introduce in the Articles of Association the possibility to distribute an interim dividend.

2) To amend article 16 of the Articles of Association to reflect such decision.

After the foregoing was approved by the meeting, the shareholders unanimously decide what follows:

First resolution

The meeting decides to introduce in the Articles of Association the possibility to distribute an interim dividend.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the meeting decides to amend article 16 of the Articles of Incorporation and to give it the following wording:

«**Art. sixteen.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the partners.

The partners may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation. The interim dividends can be paid through cash or other distributable assets such as receivable.

The excess is distributed among the partners. However, the partners may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve and interim dividends if any, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.»

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille un, le vingt-trois juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société CYGNE, S.à r.l., ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, R.C. Luxembourg section B n°73 691, constituée suivant acte reçu le 29 décembre 1999, publié au Mémorial C n°231 du 27 mars 2000 au Recueil des Sociétés et Associations et dont les statuts ont été modifiés le 20 mars 2001.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny, Belgique.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Qu'il ressort de la liste de présence que les 130 (cent trente) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- Que l'Ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1) Insertion dans les statuts de la possibilité de distribuer un dividende intérimaire.

2) Modification subséquente de l'article 16 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'insérer dans les statuts la possibilité de distribuer un dividende intérimaire.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 16 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. seize.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire. Le dividende intérimaire peut prendre la forme de paiement en numéraire ou de paiement à l'aide de tout autre actif distribuable, comme des créances.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale et des dividendes intérimaire le cas échéant, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.»

Plus rien n'étant à l'Ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte passé à Luxembourg les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: H. Janssen, R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2001, vol. 130S, fol. 60, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2001.

J. Elvinger.

(54206/211/107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

CYGNE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 73.691.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention de dépôt aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(54207/211/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.
R. C. Luxembourg B 70.971.

In the year two thousand one, on the twenty-sixth day of June.
Before us, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

For an extraordinary general meeting (hereafter the «Meeting») of the shareholders of the company COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 58, rue Charles Martel in L-2134 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Registry under the number B 70.971, incorporated by a deed of notary Gérard Lecuit, residing in Hespérange, on July 8, 1999, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Nr 778 of October 20, 1999 (hereafter the Company) of which articles of association were amended by a deed of notary Gérard Lecuit on June 22, 2000 published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, C Nr 30 of January 17, 2001:

(1) COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA), L.P., a limited partnership organised under the laws of Bermuda, having its registered office at 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda,
hereby represented by Me Jean-François Bouchoms, attorney-at-law, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given in Hamilton, on June 20, 2001;

(2) COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY INVESTORS, L.P., a limited partnership organised under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda,
hereby represented by Me Jean-François Bouchoms, attorney-at-law, residing in Luxembourg by virtue of a proxy given in Hamilton, on June 20, 2001;

(3) COMPASS PARTNERS 1999 FUND, L.P., a limited partnership organised under the laws of the State of Delaware, having its registered office at 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda,
hereby represented by Me Jean-François Bouchoms, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Hamilton, on June 20, 2001;

which proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

1. The shareholders, represented as stated above, hold together 1,000,000 (one million) shares with a nominal value of LUF 1,000.- (one thousand Luxembourg Francs) each, representing the entirety of the share capital of the Company of LUF 1,000,000,000.- (one billion Luxembourg Francs). The Meeting is consequently regularly constituted and may deliberate upon the items on the agenda, hereinafter reproduced, without prior notice, the shareholders represented at the Meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

The attendance list, signed by all the shareholders represented at the Meeting, the members of the Bureau and the notary, shall remain attached to the present deed together with the proxies to be filed with the registration authorities.

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;
2. Amendment and restatement of article 8 of the articles of association;
3. Miscellaneous.

III. that the appearing parties have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been made communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to amend article 8 of the articles of association of the Company in order to read as follows:

«Art. 8. Management - Board of Managers

The Company is administered by one or more managers, appointed by the General Meeting of the Shareholders, which shall decide on the remuneration and the terms and conditions of appointment of each of the managers. Where there is more than one manager, they constitute a Board of Managers appointed by the General Meeting of the Shareholders. The manager(s) need not be (a) shareholder(s).

The Board of Managers may appoint from among its members a Chairman. It may further appoint a Secretary, either a manager or not, who shall be in charge of keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The first Chairman, if any, shall be appointed by a General Meeting of the Shareholders.

The Chairman, if any, will preside at all meetings of shareholders and of the Board of Managers. In his absence, the General Meeting of Shareholders or, as the case may be, the Board of Managers will appoint another person as chairman *pro tempore* by vote of the majority in number present in person or by proxy at such meeting.

Meetings of the Board of Managers are convened by the Chairman or by any other two members of the Board.

The managers will be convened separately to each meeting of the Board of Managers. Except in cases of urgency which will be specified in the convening notice or with the prior consent of all those entitled to attend, at least two days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given.

The meetings of the Board of Managers will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

The meetings of the Board of Managers are held as a rule, in the city of Luxembourg.

The notice, indicating the place (if other than Luxembourg), the day and the hour of the meeting of the Board of Managers, may be waived by the consent in writing or by telefax or telegram or telex of each manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telefax or telegram or telex another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues at a meeting of the Board of Managers.

A manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Any participation to a conference call initiated and chaired by a Luxembourg resident manager is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

The Board of Managers can validly debate and take decisions only if the majority of its members are present or represented.

Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a duly convened and held meeting of the Board of Managers. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the Board of Managers held by way of circular resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

In dealing with third parties, the manager, or where there is more than one manager, the Board of Managers, shall have the powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve acts and operations consistent with the Company's objects as long as the terms of this Article 8 shall be complied with.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the scope of the competence of the manager, or where there is more than one manager, of the Board of Managers. Where there is one manager, the Company shall be bound by the sole signature of the manager, and, where there is more than one manager, by the signature of any two members of the Board of Managers. The shareholders may appoint from among the members of the Board of Managers one or several general managers who may be granted the powers to bind the Company by their respective sole signature, provided they act within the powers vested in the Board of Managers.

The manager, or where there is more than one manager, the Board of Managers may subdelegate his/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The manager, or where there is more than one manager, the Board of Managers will determine the agent(s)' responsibilities and his/their remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

The Board of Managers may delegate part of its powers to one or more of its members. It may further appoint proxies for specific transactions and revoke such appointments at any time.

The decisions of the Board of Managers will be recorded in minutes to be inserted in a special register and signed by the Chairman or by the Secretary. Any proxies will remain attached to them.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by the Secretary.

The exclusive and effective place of management shall be, as a rule, Luxembourg. All management activities shall, as a rule, be carried out in or from Luxembourg.»

Estimate of costs

The amount of the expenses in relation to the present deed are estimated to be approximately LUF 40,000.- (thirty-five thousand Luxembourg Francs).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le vingt-six juin.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu

pour une Assemblée Générale Extraordinaire (ci-après «l'Assemblée») des associés de la société COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, avec siège social au 58, rue Charles Martel à L-2134 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés près le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg sous le numéro B 70 971, constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard Lecuit de Hespérange, le 8 juillet 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n° 778 du 20 octobre 1999 (ci-après, la Société) et modifié par un acte du notaire Gérard Lecuit du 22 juin 2000 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°30 du 17 janvier 2001:

1. COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA), L.P., une société constituée d'après les lois des Bermudes et ayant son siège social au 6, Front Street, Hamilton HM11, Bermudes, représentée aux fins des présentes par M^e Jean-François Bouchoms, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Hamilton, le 20 juin 2001;

2. COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY INVESTORS, L.P., une société constituée d'après les lois de l'Etat de Delaware, avec siège social au 6, Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, représentée aux fins des présentes par M^e Jean-François Bouchoms, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 20 juin 2001;

3. COMPASS PARTNERS 1999 FUND, L.P., une société constituée d'après les lois de l'Etat de Delaware, avec siège social au 6, Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, représentée aux fins des présentes par M^e Jean-François Bouchoms, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 20 juin 2001;

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès-qualité en vertu de laquelle ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Les associés représentés à la présente Assemblée comme indiqué ci-dessus détiennent ensemble 1.000.000,- (un million) de parts sociales ayant une valeur nominale de 1.000,- LUF (mille francs luxembourgeois) chacune, représentant l'entière du capital social de la Société de 1.000.000.000,- LUF (un milliard de francs luxembourgeois). L'Assemblée qui est donc valablement constituée et peut délibérer sur les questions de l'agenda ci-après reproduit, sans notification préalable, les associés représentés à l'Assemblée ayant accepté de se réunir après l'examen de l'agenda.

La liste de présence, signée par tous les associés représentés à l'Assemblée, les membres du Bureau et le notaire, restera attachée au présent acte, ensemble avec les procurations, pour y être enregistré auprès des administrations compétentes.

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation.
2. Amendement et refonte de l'article 8 des statuts.
3. Divers.

I. Que les comparants ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les associés représentés se considérant comme ayant été dûment convoqués et ayant parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Seconde résolution

L'Assemblée décide de modifier l'article 8 des statuts de la Société afin de lui donner désormais la teneur suivante:

«Art. 8. Gérance - Conseil de Gérance

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de leur rémunération et des modalités de désignation de chacun des gérants. En cas de pluralité de gérants, ils forment un Conseil de Gérance nommé par l'assemblée générale des associés. Le ou les gérants n'ont pas besoin d'être associés.

Le Conseil de Gérance peut élire un Président parmi ses membres. Il peut désigner un Secrétaire, gérant ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance.

Le premier Président, s'il y en a, sera désigné par l'assemblée générale des associés.

Le Président, s'il y en a, présidera toutes assemblées des associés et toutes réunions du Conseil de Gérance. En son absence, l'assemblée générale des associés ou le Conseil de Gérance choisira une autre personne en tant que président pro tempore à la majorité des membres présents ou représentés.

Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le Président ou, à son défaut, par deux autres membres du Conseil.

Les gérants sont convoqués séparément à chaque réunion du Conseil de Gérance. Excepté les cas d'urgence qui seront spécifiés dans la convocation ou sur accord préalable de tous les membres appelés à participer, la convocation écrite devra respecter un délai d'au moins deux jours avant la réunion du Conseil de Gérance.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants sont présents ou valablement représentés.

Les réunions du Conseil de Gérance seront, en principe, tenues dans la ville de Luxembourg.

Les réunions sont tenues aux spécifiés dans la convocation.

Il peut être renoncé à la convocation, indiquant le lieu (si autre que Luxembourg), jour et heure des réunions avec l'accord de chaque gérant donné par lettre, téléfax, télégramme ou télex. Aucune convocation spéciale n'est requise pour des réunions tenues en des lieux et temps spécifiés dans un document préalablement approuvé par une résolution du Conseil de Gérance.

Chaque gérant peut agir à toute réunion du Conseil de Gérance en désignant par lettre, téléfax, télégramme ou télex un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues à une réunion du Conseil de Gérance.

Les gérants peuvent participer à toutes réunions du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent s'entendre mutuellement. Toute participation à une conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant résident du

Grand-Duché de Luxembourg est équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Les signatures des gérants peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples d'une résolution identique qui peuvent être produites par lettres, téléfax ou télex. Une réunion tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Vis-à-vis des tiers, le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social de la Société, sous réserve du respect des dispositions du présent article 8.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, de la compétence du Conseil de Gérance. En présence d'un gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance. L'assemblée générale des associés peut élire parmi les membres du Conseil de Gérance un ou plusieurs gérants délégués qui auront le pouvoir d'engager la Société par leur seule signature, pourvu qu'ils agissent dans le cadre des compétences du Conseil de Gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut sous déléguer ses pouvoirs pour des tâches particulières à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, déterminera la responsabilité du/des mandataire(s) et sa/leur rémunération (s'il en existe une), la durée du mandat ainsi que toute autre condition du mandat.

Le Conseil de Gérance peut déléguer pour partie ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres. Il peut par ailleurs désigner des mandataires spéciaux pour des transactions déterminées et révoquer de tels mandataires à tout moment.

Les délibérations du Conseil de Gérance sont relatées dans des procès-verbaux insérés dans des registres spéciaux et signés par le Président ou par le Secrétaire. Toutes procurations y resteront annexées.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par le Secrétaire.

La Société sera gérée effectivement à partir de Luxembourg. Tous les actes de gestion seront posés à ou à partir de Luxembourg.»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges qui pourraient incomber à la société à la suite du présent acte sont estimés à environ LUF 40.000,- (quarante mille francs).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de ces mêmes parties comparantes, et en cas de distorsions entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: J.-F. Bouchoms, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2001, vol. 9CS, fol. 68, case 7. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2001.

J. Elvinger.

(54202/211/237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

COMPASS INVESTMENT COMPANY II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R. C. Luxembourg B 70.971.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001. (54203/211/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

FINANPAR LUX, S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 50.388.

Les comptes annuels au 30 juin 2000, enregistrés à Luxembourg, le 23 août 2001, vol. 542, fol. 9, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(54248/799/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 74.957.

In the year two thousand one, on the twenty-fifth of June.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the partners of DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, R. C. Luxembourg section B number 74.957, incorporated by deed acted on the 17th day of March 2000, published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 497 of July 13, 2000 whose articles of association have been amended by deed of the 4th day of July 2000, published in the Luxembourg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 6 of January 4, 2001, and by deed unacted on the 13th day of December 2000, not yet published.

The meeting is presided by Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mr Hubert Janssen, jurist, residing at Torgny-Rouvroy, Belgium.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The partners present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 76,674 (seventy-six thousand six hundred seventy-four) shares of EUR 25,- (twenty-five euros) each, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the partners have been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Increase of the corporate capital by an amount of EUR 356,300.- (three hundred fifty-six thousand three hundred euros) so as to raise it from its present amount of EUR 1,916,850.- (one million nine hundred sixteen thousand eight hundred fifty euros) to EUR 2,273,150.- (two million two hundred seventy-three thousand one hundred fifty euros) by the issue of 14,252 (fourteen thousand two hundred fifty-two) new shares having a par value of EUR 25.- (twenty-five euros) each.

2.- Subscription, intervention of the subscribers and full payment of all the new shares by contribution in kind consisting of a waiver of an unquestioned claim due for immediate payment, existing against the company in favour of OFFICERS NOMINEES LIMITED, DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, DHCRE NOMINEES 4 LIMITED.

3.- Acceptation by the managers of DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l.

4.- Amendment of article eight of the Articles of Association of the Company in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the partners unanimously decide what follows:

First resolution

It is decided to increase the corporate capital by an amount of EUR 356,300.- (three hundred fifty-six thousand three hundred euros) so as to raise it from its present amount of EUR 1,916,850.- (one million nine hundred sixteen thousand eight hundred fifty euros) to EUR 2,273,150.- (two million two hundred seventy-three thousand one hundred fifty euros) by the issue of 14,252 (fourteen thousand two hundred fifty-two) new shares having a par value of EUR 25.- (twenty-five euros) each, to be subscribed and fully paid up by waiver of an unquestioned claim due for immediate payment, existing in favour of OFFICERS NOMINEES LIMITED, amounting to EUR 8,650.- (eight thousand six hundred fifty euros), DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, amounting to EUR 237,125.- (two hundred thirty-seven thousand one hundred twenty-five euros), DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, amounting to EUR 39,475.- (thirty-nine thousand four hundred seventy-five euros), DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, amounting to EUR 28,750.- (twenty-eight thousand seven hundred fifty euros), DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, amounting to EUR 42,300.- (fourty-two thousand three hundred euros).

Second resolution

It is decided to admit the subscription of the 14,252 (fourteen thousand two hundred fifty-two) new shares by the following companies:

Limited Partnerships Subscribers:

1.- OFFICERS NOMINEES LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, three hundred forty-six new shares	346
2.- DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, nine thousand four hundred eighty-five new shares	9,485
3.- DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, one thousand five hundred seventy-nine new shares	1,579
4.- DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, one thousand one hundred fifty new shares	1,150
5.- DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, one thousand six hundred ninety-two new shares	1,692
Total: fourteen thousand two hundred fifty-two new shares	14,252

Contributor's intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervene the afore named companies, here represented by Mr Patrick Van Hees by virtue of a proxy being here annexed;

which declared to subscribe to the 14,252 (fourteen thousand two hundred fifty-two) new shares and to fully pay them up by irrevocable waiver of their claims existing against the Company DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., and in favour of OFFICERS NOMINEES LIMITED, amounting to EUR 8,650.- (eight thousand six hundred fifty euros), DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, amounting to EUR 237,125.- (two hundred thirty-seven thousand one hundred and twenty-five euros), DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, amounting to EUR 39,475.- (thirty-nine thousand four hundred and seventy-five euros), DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, amounting to EUR 28,750.- (twenty-eight thousand seven hundred fifty euros), DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, amounting to EUR 42,300.- (fourty-two thousand three hundred euros).

The evidence of existence, of the amount of such claim and of the renunciation has been given to the undersigned notary by a statement account of the company where the said loan appears, by a certificate of acknowledgement of loan signed by the manager of the Luxembourg company and by a certificate of renunciation to the claim signed by the subscribers.

Manager's intervention

Thereupon intervene the current managers of DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., all of them here represented by virtue of a proxy which will remain here annexed.

Acknowledging having been beforehand informed of the extent of their responsibility, legally engaged as managers of the Company by reason of the here above described contribution in kind, they expressly agree with the description of the contribution in kind, with its valuation, with the effective irrevocable waiver of claims, and confirms the validity of the subscription and payment.

Third resolution

By virtue of the foregoing resolutions, the share capital is now subscribed as follows:

1.- OFFICERS NOMINEES LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, two thousand two hundred eight new shares	2,208
2.- DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, sixty thousand five hundred seven new shares	60,507
3.- DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, ten thousand seventy six new shares.	10,076
4.- DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1 Y 5JG, United Kingdom, seven thousand three hundred forty new shares.	7,340
5.- DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, ten thousand seven hundred ninety five new shares.	10,795
Total: ninety thousand nine hundred twenty six new shares	90,926

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the contribution being fully carried out, it is decided to amend the Article eight of the Articles of Association to read as follows:

«**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 2,273,150.- (two million two hundred seventy-three thousand one hundred and fifty euros), represented by 90,926 (ninety thousand nine hundred and twenty-six) shares with a par value of EUR 25.- (twenty-five euros) each.»

Evaluation

For the purposes of registration, the total contribution amounting to EUR 356,300.- (three hundred fifty-six thousand three hundred euros) is valued at LUF 14,373,107.- (fourteen million three hundred seventy-three thousand one hundred and seven Luxembourg Francs).

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately two hundred and ten thousand Luxembourg Francs.

Retainer: Sufficient funds, equal at least at the amount as precised above for notarial fees are already at disposal of the undersigned notary, the contribution being made in kind.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille un, le vingt-cinq juin.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, section B numéro 74.957 constituée suivant acte reçu le 17 mars 2000, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 497 du 13 juillet 2000, dont les statuts ont été modifiés par acte reçu le 4 juillet 2000, publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 6 du 4 janvier 2001 et par acte reçu le 13 décembre 2000, non encore publié.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny-Rouvroy, Belgique.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 76.674 (soixante-seize mille six cent soixante-quatorze) parts sociales de EUR 25,- (vingt-cinq euros), représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de EUR 356.300,- (trois cent cinquante-six mille trois cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.916.850,- (un million neuf cent seize mille huit cent cinquante euros) à EUR 2.273.150,- (deux millions deux cent soixante-treize mille cent cinquante euros) par l'émission de 14.252 (quatorze mille deux cent cinquante-deux) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

2.- Souscription, intervention des souscripteurs et libération de toutes les nouvelles parts par un apport en nature consistant en la renonciation à due concurrence à des créances certaines, liquides et exigibles, existant à charge de la société au profit de OFFICERS NOMINEES LIMITED, DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, DHCRE NOMINEES 4 LIMITED.

3.- Acceptation par les gérants de DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l.

4.- Modification afférente de l'article huit des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les associés décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

Il est décidé d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 356.300,- (trois cent cinquante-six mille trois cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 1.916.850,- (un million neuf cent seize mille huit cent cinquante euros) à EUR 2.273.150,- (deux millions deux cent soixante-treize mille cent cinquante euros) par l'émission de 14.252 (quatorze mille deux cent cinquante-deux) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune, souscrites intégralement et libérées par un apport en nature consistant en la renonciation à due concurrence à des créances certaines, liquides et exigibles, existant à charge de la société au profit de OFFICERS NOMINEES LIMITED, s'élevant à EUR 8.650,- (huit mille six cent cinquante euros), DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, s'élevant à EUR 237.125,- (deux cent trente-sept mille cent vingt-cinq euros), DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, s'élevant à EUR 39.475,- (trente-neuf mille quatre cent soixante-quinze euros), DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, s'élevant à EUR 28.750,- (vingt-huit mille sept cent cinquante euros) et DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, s'élevant à EUR 42.300,- (quarante-deux mille trois cents euros).

Deuxième résolution

Il est décidé d'admettre la souscription des 14.252 (quatorze mille deux cent cinquante-deux) parts sociales nouvelles par:

Souscripteurs Limited Partnerships:

1.- OFFICERS NOMINEES LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, trois cent quarante-six parts	346
2.- DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, neuf mille quatre cent quatre-vingt-cinq nouvelles parts	9.485
3.- DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, mille cinq cent soixante-dix-neuf nouvelles parts	1.579
4.- DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, mille cent cinquante nouvelles parts	1.150
5.- DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, mille six cent quatre-vingt-douze nouvelles parts	1.692
Total: quatorze mille deux cent cinquante-deux nouvelles parts	14.252

Intervention - Souscription - Libération

Ensuite les souscripteurs prédésignés, représentés par Monsieur Patrick Van Hees, prénommé, en vertu des procurations dont mention ci-avant;

ont déclaré souscrire aux 14.252 (quatorze mille deux cent cinquante-deux) parts sociales nouvelles, et les libérer intégralement par renonciation définitive et irrévocable à des créances certaines, liquides et exigibles, existant à leur

profit et à charge de la société DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., prédésignée, et en annulation de ces mêmes créances à concurrence des montants suivants: OFFICERS NOMINEES LIMITED, pour EUR 8.650,- (huit mille six cent cinquante euros), DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, pour EUR 237.125,- (deux cent trente-sept mille cent vingt-cinq euros), DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, pour EUR 39.475,- (trente-neuf mille quatre cent soixante-quinze euros), DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, pour EUR 28.750,- (vingt-huit mille sept cent cinquante euros), DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, pour EUR 42.300,- (quarante-deux mille trois cents euros).

Les associés déclarent que cet apport en nature existe réellement et que sa valeur est au moins égale à l'augmentation de capital.

La justification de l'existence, du montant de la dite créance et de la renonciation a été rapportée au notaire instrumentant par la production d'un état comptable de la Société où la dette afférente apparaît, par un certificat de reconnaissance de dette signé par le gérant de la société luxembourgeoise ainsi que par une déclaration de renonciation signée par les souscripteurs.

Intervention du gérant

Sont alors intervenus les gérants de la société DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., ici représentés en vertu d'une procuration qui restera ci-annexée.

Reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement engagés en sa qualité de gérants de la société à raison de l'apport en nature ci-avant décrit, ils marquent expressément leur accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation, sur les renonciations à créances effectuées, et confirment la validité des souscription et libération.

Troisième résolution

En vertu des résolutions qui précèdent, le capital social est maintenant souscrit comme suit:

1.- OFFICERS NOMINEES LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, deux mille deux cent huit nouvelles parts	2.208
2.- DHCRE NOMINEES 1 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, soixante mille cinq cent sept nouvelles parts	60.507
3.- DHCRE NOMINEES 2 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, dix mille soixante-seize nouvelles parts.	10.076
4.- DHCRE NOMINEES 3 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1 Y 5JG, United Kingdom, sept mille trois cent quarante nouvelles parts.	7.340
5.- DHCRE NOMINEES 4 LIMITED, Times Place, 45, Pall Mall London SW1Y 5JG, United Kingdom, dix mille sept cent quatre-vingt-quinze nouvelles parts	10.795
Total: quatre vingt-dix mille neuf cent vingt-six nouvelles parts	90.926

Quatrième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, il est décidé de modifier l'article huit des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 2.273.150,- (deux millions deux cent soixante-treize mille cent cinquante euros), divisé en 90.926 (quatre-vingt-dix mille neuf cent vingt-six) parts sociales de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.»

Evaluation

Pour les besoins de l'enregistrement, l'apport en sa totalité, s'élevant à EUR 356.300,- (trois cent cinquante-six mille trois cents euros) est estimé à LUF 14.373.107,- (quatorze millions trois cent soixante-treize mille cent sept francs luxembourgeois).

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ deux cent dix mille francs luxembourgeois.

L'apport étant effectué en nature, le comparant déclare qu'une provision suffisante au paiement des frais susmentionnés a d'ores et déjà été constituée et que le paiement des frais effectifs aura lieu à première demande du notaire instrumentant.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: P. Van Hees, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 2 juillet 2001, vol. 9CS, fol. 67, case 9. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2001.

J. Elvinger.

(54216/211/246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

DH REAL ESTATE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 74.957.

—
Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.
(54217/211/7) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

LAMACO, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 25.097.

—
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 22 août 2001, vol. 557, fol. 3, case 3, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 20 juin 2001

Sont nommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001 :

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern, Président,
- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg,
- Monsieur Armand Haas, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Rameldange.

Est nommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2001 :

- AUDIEX S.A., société anonyme, Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 août 2001.

Signature.

(54297/534/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2001.
